

# INSTRUCTION

N° 99-072-A1-A21 du 24 juin 1999

NOR : BUD R 99 00072 J

Texte publié au BOCP

## RECOUVREMENT DE L'IMPÔT

### ANALYSE

Contribution annuelle représentative du droit de bail - Contribution additionnelle  
à la contribution annuelle représentative du droit de bail

Date d'application : 15/09/1999

### MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; IMPÔT ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;  
DROIT DE BAIL ; ASSIETTE ; TAUX

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

### DIFFUSION

GT 47

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*4ème Sous-direction - Bureaux 4A-4B*

*3ème Sous-direction - Bureau 3A*

*5ème Sous-direction - Bureau 5A*

## SOMMAIRE

### **CHAPITRE 1 CHAMP D'APPLICATION, ASSIETTE ET TAUX DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE..... 7**

1. CHAMP D'APPLICATION .....	7
1.1. Assujettissement .....	7
1.1.1. Contribution annuelle représentative du droit de bail .....	7
1.1.2. Contribution additionnelle.....	7
1.2. Exonérations.....	7
1.2.1. Contribution annuelle représentative du droit de bail .....	7
1.2.2. Contribution additionnelle.....	8
2. ASSIETTE.....	8
3. TAUX .....	8
3.1. Contribution annuelle représentative du droit de bail .....	8
3.2. Contribution additionnelle.....	9
4. DATE D'APPLICATION DU NOUVEAU DISPOSITIF .....	9

### **CHAPITRE 2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE RECOUVRÉES COMME EN MATIÈRE D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS ..... 10**

1. REDEVABLES CONCERNÉS .....	10
1.1. Les personnes morales ou organismes devant souscrire la déclaration prévue au 1 de l'article 223 du CGI.....	10
1.2. Les personnes morales relevant du régime des sociétés de personnes.....	10
1.3. Les personnes non assujetties à l'IS et ne relevant pas du régime des sociétés de personnes.....	11
1.4. Les personnes morales ou organismes imposés aux taux de l'IS prévus à l'article 219 bis du code général des impôts .....	11
2. MODALITÉS DE DÉCLARATION DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE.....	12
2.1. Les personnes morales assujetties à l'impôt sur les sociétés.....	12
2.2. Les personnes morales relevant du régime des sociétés de personnes.....	12
2.3. Les personnes non assujetties à l'IS et ne relevant pas du régime des sociétés de personnes.....	12

<b>3. LIQUIDATION ET PAIEMENT DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE.....</b>	<b>13</b>
3.1. Liquidation et paiement de l'acompte de contribution .....	13
3.1.1. Assujettissement à l'acompte.....	13
3.1.2. Base de liquidation de l'acompte .....	13
3.1.3. Taux de l'acompte .....	13
3.1.4. Montant dû au titre de l'acompte .....	14
3.1.5. Date limite de paiement de l'acompte.....	14
3.1.6. Comptable chargé du recouvrement .....	14
3.2. Liquidation et paiement de la contribution annuelle représentative du droit de bail et de la contribution additionnelle.....	15
3.2.1. Base de liquidation des contributions .....	15
3.2.2. Taux des contributions .....	15
3.2.3. Montant dû au titre des contributions.....	15
3.2.4. Date limite de paiement des contributions.....	16
3.2.5. Comptable chargé du recouvrement .....	17
<b>4. DISPOSITIONS PRATIQUES .....</b>	<b>17</b>
4.1. Concernant les sociétés .....	17
4.1.1. Information des redevables .....	17
4.1.2. Paiement de la contribution.....	17
4.2. Concernant les services du Trésor .....	18
4.2.1. Edition et envoi des bordereaux-avis de versement.....	18
4.2.2. Initialisation du fichier « droit de bail » .....	18
4.2.3. Comptabilisation des versements spontanés.....	19
4.2.4. Transmission aux services fiscaux des informations relatives au recouvrement de la contribution représentative du droit de bail.....	19
4.2.5. Envoi au redevable d'un document accusant réception de son paiement.....	20
4.2.6. Emission des titres de perception.....	20
4.2.7. Emission de rôles.....	20
4.2.8. Prise en charge des rôles et des titres de perception.....	21
4.2.9. Comptabilisation et ventilation des recouvrements sur rôles et titres de perception .....	22
<b>CHAPITRE 3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE RECOUVRÉES COMME EN MATIÈRE D'IMPÔT SUR LE REVENU .....</b>	<b>24</b>
<b>1. MODALITÉS DE DÉCLARATION .....</b>	<b>24</b>

2. LIQUIDATION ET PAIEMENT DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE.....	24
2.1. Seuil de mise en recouvrement .....	24
2.2. Imputation des avoirs fiscaux et crédits d'impôt.....	25
2.3. Recouvrement.....	25
3. DÉGRÈVEMENT EN CAS DE CESSATION OU D'INTERRUPTION DE LA LOCATION D'UN LOCAL AYANT SUPPORTÉ LE DROIT DE BAIL.....	25
3.1. Principe .....	25
3.2. Précisions .....	26
4. VENTILATION ET COMPTABILISATION DES RECOUVREMENTS .....	26
4.1. Ventilation statistique des recouvrements.....	26
4.2. Comptabilisation des recouvrements.....	26
4.2.1. Comptables non centralisateurs.....	26
4.2.2. Comptables centralisateurs .....	27
4.3. Comptabilisation des dégrèvements .....	27

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Article 12 de la loi de finances rectificative pour 1998 (n° 98-1267 du 30 décembre 1998).....	29
ANNEXE N° 2 : Personnes morales assujetties à l'IS (art. 234 quater).....	35
ANNEXE N° 3 : Personnes morales relevant du régime des sociétés de personnes (art. 234 quinques). ....	36
ANNEXE N° 4 : Personnes morales non assujetties à l'IS et ne relevant du régime des sociétés de personnes (art. 234 sexies).....	38
ANNEXE N° 5 : Entreprises arrêtant une période d'imposition au 31 décembre de l'année en application de l'article 37 du code général des impôts (Modalités de paiement de la contribution) .....	39
ANNEXE N° 6 : Notice explicative concernant les redevables relevant de l'article 234 quater du code général des impôts. ....	42
ANNEXE N° 7 : Notice explicative concernant les redevables relevant de l'article 234 quinques du code général des impôts. ....	49
ANNEXE N° 8 : Notice explicative concernant les sociétés civiles immobilières. ....	55
ANNEXE N° 9 : Notice explicative concernant les redevables relevant de l'article 234 sexies du code général des impôts. ....	59
ANNEXE N° 10 : Bordereau-avis d'acompte (utilisé par les contribuables relevant des articles 234 quater et 234 quinques du code général des impôts).....	62
ANNEXE N° 11 : Bordereau-avis de liquidation utilisé par les contribuables relevant des articles 234 quater et 234 quinques du code général des impôts. ....	64

ANNEXE N° 12 : Bordereau-avis de versement utilisé par les contribuables relevant de l'article 234 sexies du code général des impôts. ....	66
---	----

L'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1998 (n° 98-1267 du 30 décembre 1998) a substitué au droit de bail et à sa taxe additionnelle qui étaient recouvrés par les comptables de la Direction Générale des Impôts, une contribution annuelle représentative du droit de bail et une contribution additionnelle dues par les bailleurs, qui sont recouvrées par les comptables du Trésor.

L'ensemble du dispositif est codifié aux articles 234 bis à 234 decies du code général des impôts (annexe 1).

Le décret fixant les modalités d'application de l'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1998 n'a pas encore été promulgué. Il fera l'objet d'une diffusion lors de sa publication au Journal Officiel.

Dans le cadre des anciens dispositifs du droit de bail et de la taxe additionnelle, les modalités d'imposition étaient les suivantes :

Pour les baux écrits et locations verbales d'immeubles urbains, les locations verbales d'immeubles ruraux et les locations de fonds de commerce ou de clientèle, le droit de bail était perçu annuellement sur le montant des loyers courus au titre de la période écoulée du 1er octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année en cours (CGI, annexe III, art. 395 et annexe IV, art. 61 à 64).

Pour les baux écrits d'immeubles ruraux, les locations de droits de pêche ou de chasse, le paiement du droit de bail était fractionné en autant de périodes que le bail en comportait (CGI, art. 395 bis et 395 ter).

L'ancien droit de bail était donc exigible même en cas de non-paiement du loyer.

Le bailleur souscrivait à la recette des impôts du lieu de situation de l'immeuble, avant le 30 novembre de l'année en cours, une déclaration annuelle accompagnée du paiement.

Le nouveau dispositif a pour but d'harmoniser le calendrier de déclaration et de paiement de la contribution annuelle représentative du droit de bail et de sa contribution additionnelle avec celui de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés.

Les contributions sont assises sur les loyers perçus au cours de l'année civile précédant l'année en cours ou au cours de l'exercice précédent et sont déclarées, contrôlées et recouvrées comme en matière d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés.

Le lieu de paiement, unique pour chaque bailleur, est soit le lieu du domicile pour les particuliers, soit le lieu du principal établissement pour les personnes morales.

La présente instruction a pour objet de préciser le champ d'application de ces contributions, leur modalités de liquidation et de paiement ainsi que les dispositions pratiques concernant leur recouvrement.

# **CHAPITRE 1**

## **CHAMP D'APPLICATION, ASSIETTE ET TAUX DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

### **1. CHAMP D'APPLICATION**

#### **1.1. ASSUJETTISSEMENT**

##### **1.1.1. Contribution annuelle représentative du droit de bail**

La contribution annuelle représentative du droit de bail prévue à l'article 234 bis du CGI s'applique aux revenus retirés de la location ou sous-location d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèle, de droits de pêche ou de droits de chasse. Elle est acquittée par les bailleurs.

##### **1.1.2. Contribution additionnelle**

La contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail prévue à l'article 234 nonies du CGI est applicable aux revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles bâtis achevés depuis quinze ans au moins au 1er janvier de l'année d'imposition.

Elle est également applicable aux revenus tirés de la location de locaux qui, situés dans des immeubles achevés depuis quinze ans, ont fait l'objet de travaux d'agrandissement, de construction ou de reconstruction exclus des charges déductibles pour la détermination des revenus fonciers et financés avec le concours de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat.

Elle est soumise aux mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement, de contrôle, de garanties et sanctions que la contribution prévue à l'article 234 bis.

#### **1.2. EXONÉRATIONS**

##### **1.2.1. Contribution annuelle représentative du droit de bail**

Sont exonérés de cette contribution :

- les revenus dont le montant annuel n'excède pas 12 000 F par local, fonds de commerce, clientèle, droit de pêche ou droit de chasse ;
- les revenus qui donnent lieu au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- les revenus des locations de terrains consenties par l'Etat aux sociétés agréées pour le financement des télécommunications ;
- les revenus des sous-locations consenties aux personnes défavorisées mentionnées à l'article 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement, par un organisme sans but lucratif agréé dans les conditions prévues à l'article 92 L du CGI par le représentant de l'Etat dans le département ;
- les revenus des locations consenties à l'Etat ou aux établissements publics nationaux scientifiques, d'enseignement, d'assistance ou de bienfaisance ;

- les revenus des locations consenties en vertu des titres III et IV du code de la famille et de l'aide sociale et exclusivement relatives au service de l'aide sociale ;
- les revenus des locations ou des sous-locations à vie ou à durée illimitée, sauf lorsqu'elles concernent des droits de pêche ou des droits de chasse.

### 1.2.2. Contribution additionnelle

Sont exonérés de cette contribution les revenus tirés de la location :

- des immeubles appartenant à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements et organismes publics qui en dépendent et aux organismes d'habitations à loyer modéré ;
- des locaux d'habitation qui font partie d'une exploitation agricole ou sont annexés à celle-ci, ainsi que les locaux dont les propriétaires ont procédé au rachat du prélèvement sur les loyers, prévu par l'article II de la loi de finances rectificative pour 1964 (n° 64-1278 du 23 décembre 1964) ;
- des immeubles appartenant aux sociétés d'économie mixte de construction ou ayant pour objet la rénovation urbaine ou la restauration immobilière dans le cadre d'opérations confiées par les collectivités publiques, ceux appartenant aux filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations en leur qualité de bailleurs sociaux institutionnels, ainsi que ceux appartenant aux houillères de bassin.

## 2. ASSIETTE

Les contributions prévues aux articles 234 bis et 234 nonies du CGI sont assises sur le montant des recettes perçues au titre des locations et sous-locations augmenté du montant des dépenses incombant normalement au bailleur et mises par convention à la charge du preneur, à l'exclusion de la contribution annuelle représentative du droit de bail, et diminué du montant des dépenses supportées par le bailleur pour le compte du preneur (art. 234 ter du CGI).

Pour les baux à construction, la contribution est calculée en faisant abstraction de la valeur du droit de reprise des constructions lorsque celles-ci deviennent la propriété du bailleur en fin de bail (art. 234 septies).

## 3. TAUX

### 3.1. CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL

Son taux est égal à 2,5 % de la base définie au paragraphe 2.

Son taux est porté à 18 % pour les locations de droits de pêche ou de droits de chasse autres que les suivantes :

- locations de pêche consenties aux associations agréées de pêche et de pisciculture dans les conditions prévues à l'article L. 235-1 du code rural et aux sociétés coopératives de pêcheurs professionnels ;
- exploitation utilitaire de la pêche dans les étangs de toute nature ;
- locations du droit de pêche ou du droit de chasse consenties aux locataires des immeubles sur lesquels s'exercent ces droits ;
- locations de droits de chasse portant sur des terrains destinés à la constitution de réserves de chasse approuvées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

### 3.2. CONTRIBUTION ADDITIONNELLE

Le taux de la contribution additionnelle est fixée à 2,5 %.

## 4. DATE D'APPLICATION DU NOUVEAU DISPOSITIF

Le nouveau dispositif s'applique aux revenus perçus à compter du 1er janvier 1998.

Toutefois, pour les baux écrits de biens ruraux et les locations de droit de chasse ou de droits de pêche en cours à la date de publication de la loi de finances rectificative pour 1998, soit le 31 décembre 1998, il ne s'applique qu'aux revenus perçus à compter de la date d'ouverture d'une nouvelle période de location.

## **CHAPITRE 2**

### **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

### **CONCERNANT LA CONTRIBUTION ANNUELLE**

### **REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL**

### **ET LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE RECOUVRÉES**

### **COMME EN MATIÈRE D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

#### **1. REDEVABLES CONCERNÉS**

La contribution annuelle représentative du droit de bail et sa contribution additionnelle sont recouvrées comme en matière d'impôt sur les sociétés, pour quatre catégories de bailleur.

##### **1.1. LES PERSONNES MORALES OU ORGANISMES DEVANT SOUSCRIRE LA DÉCLARATION PRÉVUE AU 1 DE L'ARTICLE 223 DU CGI**

*L'article 234 quater du CGI* prévoit que la contribution annuelle représentative du droit de bail<sup>1</sup> est déclarée, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés (IS), lorsqu'elle est due par une personne morale ou un organisme devant souscrire la déclaration prévue au 1 de l'article 223 du CGI.

Il s'agit de toutes les personnes morales qui sont assujetties à l'IS.

Sont également concernées, les filiales membres d'un groupe au sens de l'article 223A du CGI. Ces dernières doivent verser la contribution annuelle représentative du droit de bail et sa contribution additionnelle, même si elles ne paient pas d'IS du fait de leur appartenance au groupe.

Pour simplifier, dans le corps de l'instruction, on parlera de « personnes morales assujetties à l'IS », pour désigner les personnes désignées à l'article 234 quater du CGI.

##### **1.2. LES PERSONNES MORALES RELEVANT DU REGIME DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES**

*L'article 234 quinquies du CGI* prévoit que la contribution annuelle représentative du droit de bail<sup>1</sup> est contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés, lorsqu'elle est due par une société ou un groupement soumis au régime prévu aux articles 8, 8 ter, 238 ter, 239 ter à 239 quinquies et 239 septies du CGI.

---

<sup>1</sup> Il en est de même pour la contribution additionnelle qui, conformément à l'article 234 nonies, suit les mêmes règles que la contribution annuelle.

Il s'agit notamment :

- des sociétés en nom collectif, des sociétés en commandite simple, des sociétés civiles ne se livrant pas à des activités industrielles ou commerciales, des sociétés en participation, des SARL ayant opté pour le régime des sociétés de personnes, des SARL à associé unique, des exploitations agricoles à responsabilité limitée à associé unique, des exploitations agricoles à responsabilité limitée formées entre personnes parentes, des exploitations agricoles à responsabilité limitée entre un apporteur d'exploitation et un exploitant (art. 8),
- des sociétés civiles ayant pour objet la construction d'immeubles en vue de la vente (art. 239 ter),
- des sociétés civiles de moyens (art. 239 quater A),
- des groupements européens d'intérêt économique (art. 239 quater C),
- des sociétés civiles professionnelles (art. 8 ter),
- des groupements forestiers (art. 238 ter),
- des groupements d'intérêt économique (art. 239 quater),
- des syndicats mixtes de gestion forestière et des groupements syndicaux forestiers (art. 239 quinquies),
- des sociétés civiles de placement immobilier (art. 239 septies).

### 1.3. LES PERSONNES NON ASSUJETTIES À L'IS ET NE RELEVANT PAS DU RÉGIME DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES

L'article 234 sexies du CGI prévoit que la contribution annuelle représentative du droit de bail<sup>2</sup> est contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés, lorsqu'elle est due par une personne morale ou un organisme de droit public ou privé, non mentionné à l'article 234 quater (donc non assujetti à l'IS) ou à l'article 234 quinquies (autre, par conséquent, qu'une société ou un groupement soumis au régime des sociétés de personnes).

Il s'agit des HLM, des associations sans but lucratif, des collectivités locales, de l'Etat, etc...

Le paiement de la contribution représentative du droit de bail par les collectivités et établissements publics locaux fera l'objet d'une instruction spécifique.

### 1.4. LES PERSONNES MORALES OU ORGANISMES IMPOSÉS AUX TAUX DE L'IS PRÉVUS À L'ARTICLE 219 BIS DU CODE GENERAL DES IMPOTS

Le dernier alinéa de l'article 234 sexies du CGI dispose que pour les personnes morales ou organismes imposés aux taux de l'IS prévus à l'article 219 bis, la contribution annuelle représentative du droit de bail est déclarée, recouvrée et contrôlée comme l'impôt sur les sociétés dont ils sont redevables.

La contribution annuelle représentative du droit de bail<sup>2</sup>, comme l'IS dû à des taux réduits par les établissements publics, associations et collectivités sans but lucratif (cf. titre 1, chapitre 4, § 1.3.3 de l'instruction codificatrice n° 97-138-A2-1 du 23 décembre 1997 sur le recouvrement de l'IS), est donc recouvrée par voie de rôle.

La situation de ces redevables ne présentant pas de particularités par rapport à l'IS, la présente instruction traitera donc seulement du cas des redevables visés aux § 1.1., 1.2. et 1.3.

---

<sup>2</sup> Il en est de même pour la contribution additionnelle qui, conformément à l'article 234 nonies, suit les mêmes règles que la contribution annuelle.

## **2. MODALITÉS DE DÉCLARATION DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

### **2.1. LES PERSONNES MORALES ASSUJETTIES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

Elles déclarent la contribution (et la contribution additionnelle) comme en matière d'impôt sur les sociétés. La personne soumise à l'IS doit donc porter le montant des revenus qu'elle a perçus au titre de la location, sur sa déclaration de résultats. Cet imprimé a été aménagé à cet effet par la DGI.

Les revenus perçus au titre de la location sont donc déclarés aux services fiscaux en même temps que les revenus soumis à l'IS (dans les trois mois de la clôture de l'exercice ou, si aucun exercice n'est clos au cours d'une année, au plus tard le 30 avril, conformément à l'article 223 du CGI).

### **2.2. LES PERSONNES MORALES RELEVANT DU RÉGIME DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES**

L'article 234 quinquies prévoit qu'elles déclarent la contribution (et la contribution additionnelle) au vu d'une déclaration spéciale, au plus tard à la date prévue pour le dépôt de leur déclaration de résultats ou de la déclaration mentionnée à l'article 65A (exploitants agricoles placés sous le régime du forfait).

Dans les faits, ces redevables ne rempliront pas une déclaration spéciale, mais l'imprimé habituel de déclaration de résultats qui a été aménagé à cet effet par la DGI.

Pour cette catégorie de redevables, il existe trois dates de dépôt possible pour la déclaration de résultats :

- 28 février, pour les sociétés civiles immobilières,
- 31 mars, pour les sociétés civiles agricoles soumises au régime du forfait,
- 30 avril, pour les autres.

### **2.3. LES PERSONNES NON ASSUJETTIES À L'IS ET NE RELEVANT PAS DU RÉGIME DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES**

Ces redevables ne déposent pas habituellement de déclaration de résultats.

L'article 234 sexies prévoit qu'elles doivent déclarer la contribution (et la contribution additionnelle) au vu d'une déclaration spéciale, au plus tard le 15 octobre de l'année qui suit celles de la perception des revenus soumis à la contribution.

Une déclaration spécifique a donc été créée par la DGI pour ce type de redevables.

### **3. LIQUIDATION ET PAIEMENT DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

#### **3.1. LIQUIDATION ET PAIEMENT DE L'ACOMPTE DE CONTRIBUTION**

La contribution annuelle représentative du droit de bail et la contribution additionnelle sont chacune soumises au versement d'un acompte dont la date de paiement varie en fonction de la catégorie de redevable concernée<sup>3</sup>.

##### **3.1.1. Assujettissement à l'acompte**

Lorsque l'acompte n'excède pas 100F, l'entreprise est dispensée de son versement.

##### **3.1.2. Base de liquidation de l'acompte**

Il s'agit des revenus des locations et sous-locations perçus au cours de l'exercice social précédent (pour les sociétés soumises à l'IS et les sociétés de personnes) ou de l'année précédente (personnes morales ne relevant ni du régime de l'IS, ni de celui des sociétés de personnes).

Ces revenus sont augmentés du montant des dépenses incombant normalement au bailleur et mises par convention à la charge du preneur, à l'exclusion de la contribution, et diminués du montant des dépenses supportées par le bailleur pour le compte du preneur (art. 234 ter du CGI).

Pour les baux à construction, la contribution est calculée en faisant abstraction de la valeur du droit de reprise des constructions lorsque celles-ci deviennent la propriété du bailleur en fin de bail (art. 234 septies).

(voir chapitre 1, § 2)

Les sociétés soumises à l'IS et les sociétés de personnes doivent appliquer le taux de l'acompte sur les 100% de la base ainsi définie, alors que celles qui ne relèvent ni du régime de l'IS, ni de celui des sociétés de personnes doivent appliquer le taux de l'acompte sur les trois quarts de cette base, conformément à l'article 234 sexies.

##### **3.1.3. Taux de l'acompte**

L'acompte de la contribution annuelle représentative du droit de bail s'élève à 2,5% des recettes visées au § 3.1.2.

Pour les locations de droits de pêche ou de droits de chasse, le taux de l'acompte peut atteindre 18 % (voir chapitre 1, § 3.1.)

L'acompte de la contribution additionnelle s'élève à 2,5% des recettes visées au § 3.1.2 (le taux de 18 % ne s'applique pas pour l'acompte de cette contribution).

---

<sup>3</sup> Les personnes morales ou organismes imposés aux taux de l'IS prévus à l'article 219 bis du CGI et pour lesquels la contribution représentative du droit de bail est recouvrée par voie de rôle ne versent pas d'acompte.

### **3.1.4. Montant dû au titre de l'acompte**

#### **3.1.4.1. Non imputation des déductions fiscales**

Les avoirs fiscaux ou crédits d'impôt de toute nature ainsi que la créance née du report en arrière de déficit et l'imposition forfaitaire annuelle ne sont pas imputables sur la contribution représentative du droit de bail et la contribution additionnelle recouvrées spontanément par les comptables du Trésor.

#### **3.1.4.2. Possibilité de réduction ou de dispense de l'acompte**

Lorsque l'acompte de contribution dû au titre d'un exercice ou d'une période d'imposition (pour les contribuables relevant des articles 234 quater et quinquies) ou de l'année (pour ceux qui relèvent de l'article 234 sexies) est supérieur à la contribution dont l'entreprise prévoit qu'elle sera finalement redevable au titre de ce même exercice (ou de cette même période ou année), l'entreprise peut réduire ce versement à concurrence de l'excédent estimé.

Elle remet alors au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, avant la date d'exigibilité de l'acompte, une déclaration datée et signée.

Si la déclaration est reconnue inexacte à la suite de la liquidation de la contribution, la majoration de 10% prévue au 1 de l'article 1762 est appliquée aux sommes non réglées.

### **3.1.5. Date limite de paiement de l'acompte**

(cf. tableaux en annexes 2, 3 et 4)

#### **3.1.5.1. Sociétés soumises à l'IS**

Elles doivent verser leur acompte à la date prévue pour le paiement du dernier acompte d'IS de l'exercice (ou de la période d'imposition définie au 2<sup>ème</sup> alinea de l'article 37 du CGI, lorsqu'aucun exercice n'est clos en cours d'année).

#### **3.1.5.2. Sociétés de personnes**

Elles doivent verser leur acompte au plus tard le dernier jour de l'avant-dernier mois de l'exercice.

Il est admis que cet acompte puisse être acquitté sans pénalité jusqu'au 15 du mois suivant.

Aucun acompte n'est dû pour la période d'imposition, telle que définie par l'article 37 du Code Général des Impôts.

#### **3.1.5.3. Personnes morales ne relevant ni du régime de l'IS, ni de celui des sociétés de personnes**

Elles doivent verser leur acompte au plus tard le 15 octobre de l'année qui suit celle de la perception des revenus soumis à contribution.

#### **3.1.5.4. Cas particulier des acomptes exigibles avant le 31 août 1999**

Le paiement des acomptes exigibles avant le 31 août 1999 s'effectue au plus tard le 15 septembre 1999.

### **3.1.6. Comptable chargé du recouvrement**

Les bailleurs relevant des articles 234 quater, 234 quinquies et 234 sexies doivent acquitter la contribution versée spontanément auprès du comptable du Trésor chargé habituellement du recouvrement de l'impôt sur les sociétés (trésoreries dites "de regroupement").

La liste de ces postes comptables a été fixée par l'arrêté du 20 juin 1996 (J.O. du 14 juillet), modifié par arrêté du 24 septembre 1996 (J.O. du 8 novembre).

## 3.2. LIQUIDATION ET PAIEMENT DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE

### 3.2.1. Base de liquidation des contributions

#### 3.2.1.1. Règle générale

Il s'agit des revenus des locations et sous-locations perçus au cours de l'exercice imposé ou de la période d'imposition définie au deuxième alinéa de l'article 37<sup>4</sup> (pour les sociétés soumises à l'IS et les sociétés de personnes exerçant une activité relevant des BIC ou des BA) ou de l'année civile (sociétés civiles immobilières, sociétés de personnes exerçant une activité relevant des BNC, personnes morales ne relevant ni du régime de l'IS, ni de celui des sociétés de personnes).

(voir chapitre 1, § 2)

#### 3.2.1.2. Tempéraments

Afin d'éviter d'une part, une superposition d'imposition des loyers ayant couru avant l'entrée en vigueur de la loi, mais ayant été perçus après cette date et d'autre part, la non-imposition de loyers perçus d'avance, l'assiette des contributions prévues aux articles 234 bis et 234 nonies doit être :

- diminuée des recettes qui ont été soumises au droit de bail et le cas échéant à la taxe additionnelle à ce droit avant le 1er octobre 1998,
- et majorée des recettes qui se rapportent à une période de location ou de sous-location postérieure au 30 septembre 1998, mais ont été perçues au plus tard à cette date.

#### 3.2.1.3. Cas des entreprises devant arrêter une période d'imposition au 31 décembre de l'année en application de l'article 37 du CGI.

Il est précisé en annexe 5 les modalités selon lesquelles ces entreprises s'acquittent du paiement de la contribution et peuvent réduire sans majoration le montant de leur acompte.

### 3.2.2. Taux des contributions

Le taux de la contribution annuelle représentative du droit de bail a été fixé à 2,5% par l'article 234 octies du CGI.

Pour les locations de droits de pêche ou de droits de chasse, le taux de la contribution annuelle peut atteindre 18% (voir chapitre 1, § 3.1.)

Le taux de la contribution additionnelle a été fixé au taux unique de 2,5% par l'article 234 nonies du CGI.

### 3.2.3. Montant dû au titre des contributions

#### 3.2.3.1. Non imputation des déductions fiscales

(voir § 3.1.4.1)

#### 3.2.3.2. Déduction de l'acompte versé

Le montant du versement effectué au titre de(s) (l')acompte(s) est déduit de la contribution annuelle représentative du droit de bail et de la contribution additionnelle.

---

<sup>4</sup> Art. 37, 2ème alinéa : « Si aucun bilan n'est dressé au cours d'une année quelconque, l'impôt dû au titre de la même année est établi sur les bénéfices de la période écoulée depuis la fin de la dernière période imposée ou, dans le cas d'entreprise nouvelle, depuis le commencement des opérations jusqu'au 31 décembre de l'année considérée. Ces mêmes bénéfices viennent ensuite en déduction des résultats du bilan dans lesquels ils sont compris. »

Selon le cas, la partie versante aura un reliquat à payer ou bénéficiera d'un excédent de versement.

### 3.2.4. Date limite de paiement des contributions

(cf. tableaux en annexes 2, 3 et 4)

#### 3.2.4.1. Sociétés soumises à l'IS

Elles doivent verser la contribution annuelle représentative du droit de bail et, éventuellement, la contribution additionnelle, au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668 du CGI, c'est-à-dire à la date à laquelle elles doivent s'acquitter du solde de leur IS.

Si le solde de liquidation n'a pas été intégralement versé le 15 du mois suivant celui au cours duquel il était exigible, la majoration de 10% est appliquée aux sommes non réglées.

#### 3.2.4.2. Sociétés de personnes

Elles doivent verser la contribution annuelle représentative du droit de bail et la contribution additionnelle, au plus tard à la date prévue pour le dépôt de la déclaration de leur résultat ou de la déclaration mentionnée à l'article 65A (exploitants agricoles placés sous le régime du forfait).

Si le solde de liquidation n'a pas été intégralement versé le 15 du mois suivant celui au cours duquel il était exigible, la majoration de 10% est appliquée aux sommes non réglées.

Ainsi, :

- les sociétés civiles immobilières qui déposent leur déclaration le 28 février, doivent verser la contribution le 15 mars au plus tard,
- les sociétés civiles agricoles soumises au régime du forfait qui déposent leur déclaration le 31 mars, doivent verser la contribution le 15 avril au plus tard,
- les autres sociétés qui déposent leur déclaration le 30 avril, doivent verser la contribution le 15 mai au plus tard.

#### 3.2.4.3. Personnes morales ne relevant ni du régime de l'IS, ni de celui des sociétés de personnes

Elles doivent verser la contribution annuelle représentative du droit de bail et, éventuellement, la contribution additionnelle, au plus tard le 15 octobre de l'année qui suit celle de la perception des revenus soumis à la contribution.

Ces personnes doivent donc verser au 15 octobre N à la fois un acompte et le solde de la contribution.

L'acompte au taux de 2,5% (ou 18%) porte sur les trois quarts de la base N-1.

La contribution au taux de 2,5% (ou 18%) porte sur la totalité de la base N-1.

L'acompte versé au 15 octobre N ( $2,5\% \times \frac{\text{base N-1} \times 3}{4}$ ) est déductible de la contribution qui sera

4

versée au 15 octobre N+1 ( $2,5\% \times \text{base N}$ ).

De la contribution versée au 15 octobre N ( $2,5\% \times \text{base N-1}$ ), est déductible l'acompte qui a été versé au 15 octobre N-1 ( $2,5\% \times \frac{\text{base N-2} \times 3}{4}$ ).

4

#### 3.2.4.4. Cas particulier des contributions dues au titre des exercices clos avant le 1<sup>er</sup> juin 1999

Le paiement des contributions dues au titre des exercices clos avant le 1<sup>er</sup> juin 1999 s'effectue au plus tard le 15 septembre 1999.

### 3.2.5. Comptable chargé du recouvrement

(Voir § 3.1.6.).

En ce qui concerne les rôles de contributions, chaque trésorerie est compétente pour recouvrer ceux qui sont émis à l'encontre des sociétés situées dans son ressort.

## 4. DISPOSITIONS PRATIQUES

### 4.1. CONCERNANT LES SOCIÉTÉS

#### 4.1.1. Information des redevables

Elle sera effectuée par les centres des impôts qui mettront à la disposition des redevables, des notices explicatives concernant les obligations relatives à la déclaration et au paiement de la contribution (voir annexes 6 à 9).

#### 4.1.2. Paiement de la contribution

##### 4.1.2.1. Création de bordereaux spécifiques

Pour permettre le paiement de(s) (la) contribution(s), trois bordereaux spécifiques ont été créés :

- un bordereau-avis d'acompte (annexe 10),
- un bordereau-avis de liquidation (annexe 11),

Ces deux bordereaux sont utilisés par les personnes relevant des articles 234 quater et quinquies, c'est-à-dire les redevables soumis à l'IS et les sociétés de personnes.

- un bordereau-avis de versement spécial (annexe 12), destiné aux personnes relevant de l'article 234 sexies.

Dans la mesure où elles doivent verser au 15 octobre, à la fois la contribution et un acompte à valoir sur la contribution de l'année suivante, ce bordereau doit leur permettre de les liquider sur un même document.

L'ensemble de ces bordereaux-avis sera mis à la disposition des redevables dans les centres des impôts et dans les trésoreries, pour les échéances des 15 septembre, 15 octobre, 15 novembre et 15 décembre 1999.

(cf. cas particulier des sociétés civiles immobilières, § 4.2.1.3.).

A compter de janvier 2000, il sera adressé à tout redevable qui aura déjà effectué un premier paiement à la caisse du comptable du Trésor, un bordereau-avis pour l'échéance suivante (acompte ou solde).

##### 4.1.2.2. Paiement par virement

Pour les personnes et organismes visés aux articles 234 quater, 234 quinquies et 234 sexies du code général des impôts, la contribution annuelle représentative du droit de bail est recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés.

En conséquence, les dispositions prévues à l'article 1681 quinquies du code déjà cité leur sont applicables.

Il en est de même pour la contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail dont ils sont le cas échéant également redevables, conformément au V de l'article 234 nonies du même code.

## 4.2. CONCERNANT LES SERVICES DU TRÉSOR

Bien que la contribution annuelle représentative du droit de bail et la taxe additionnelle soient recouvrées comme en matière d'IS, elles ne sont pas gérées par l'application RIS, mais par un logiciel spécifique.

### 4.2.1. Edition et envoi des bordereaux-avis de versement

Les bordereaux-avis de versement sont édités par les départements informatiques du Trésor (DIT).

#### 4.2.1.1. Échéances des 15 septembre, 15 octobre, 15 novembre et 15 décembre 1999

Pour ces échéances, aucun bordereau ne pourra être directement adressé par les DIT aux redevables.

Ces bordereaux seront édités par les DIT en fonction d'un planning qui leur aura été adressé par le bureau 3A (le nombre de bordereaux avis demandés a été évalué par la DGI)<sup>5</sup>.

Ils seront remis aux directions des services fiscaux, à charge pour ces dernières de les diffuser dans les CDI où ils seront mis à la disposition des redevables avec les notices explicatives relatives à la déclaration et au paiement de la contribution (cf. 4.1.1.).

Un stock de ces bordereaux sera également mis à la disposition des redevables dans les trésoreries.

Ce sont ces bordereaux, mis à leur disposition dans les CDI et les trésoreries, que les redevables devront utiliser pour les premiers versements de contribution effectués auprès du comptable du Trésor, aux 15 septembre, 15 octobre, 15 novembre et 15 décembre 1999.

#### 4.2.1.2. Échéances à compter de janvier 2000

Les DIT seront en mesure, à compter de janvier 2000, d'adresser à tout redevable qui aura déjà effectué un premier paiement à la caisse du comptable du Trésor, un bordereau-avis pour l'échéance suivante (acompte ou solde).

#### 4.2.1.3. Cas particulier des sociétés civiles immobilières

La DGI a prévu d'adresser, par courrier, à ces sociétés, un bordereau-avis de liquidation et un bordereau-avis d'acompte pour les échéances des 15 septembre (contribution normalement due au 15 mai, mais dont le paiement a été reporté par la loi au 15 septembre 1999) et 15 décembre 1999 (acompte pour les redevables dont l'exercice correspond à l'année civile).

### 4.2.2. Initialisation du fichier « droit de bail »

#### 4.2.2.1. Sociétés soumises à l'IS

Une extraction du fichier RIS sera réalisée pour initialiser dans le nouveau logiciel, le fichier des redevables potentiels.

#### 4.2.2.2. Sociétés civiles immobilières

La DGI fournira aux DIT un fichier des sociétés civiles immobilières.

Dans la mesure où ces sociétés n'ont pas toutes un SIRET, un traitement sera effectué pour intégrer dans l'application celles qui en possèdent un. Une liste sera imprimée pour les autres.

---

<sup>5</sup> L'édition des bordereaux-avis de versement concernant les redevables relevant de l'article 234 sexies sera réalisée en majeure partie par les services fiscaux, à la demande de la DGI, à partir d'une disquette qui leur a été remise par la DGCP.

#### 4.2.2.3. Autres sociétés ou organismes

Ce sont les informations mentionnées par le redevable sur le bordereau, lors de son premier paiement, qui seront utilisées pour saisir la fiche de ce redevable dans l'application (exercice social ; dénomination ; adresse ; SIRET ; catégorie de redevable : articles 234 quater, quinquies ou sexies ; date de dépôt de la déclaration de résultats).

### 4.2.3. Comptabilisation des versements spontanés

#### 4.2.3.1. Comptables non centralisateurs

En ce qui concerne les versements spontanés recouvrés en 1999, le comptable procède en DDR3 à la création des deux subdivisions suivantes : "Contribution annuelle représentative du droit de bail" et "Contribution additionnelle" à la rubrique 300, sous-rubrique "Autres opérations (à détailler)" (cf. guide utilisateur de l'application DDR3-pages 18 à 21).

A compter du 1er janvier 2000, la nomenclature de référence de l'application DDR3 comportera, à la rubrique 300 "Recettes d'impôts directs", les deux nouvelles sous-rubriques : "Impôts sans rôle - Impôt sur les sociétés - Contribution annuelle représentative du droit de bail" et "Impôts sans rôle - Impôt sur les sociétés - Contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail".

#### 4.2.3.2. Comptables centralisateurs

Dans les écritures des comptables centralisateurs, les versements effectués par les comptables non centralisateurs, au titre de la (des) contribution(s) perçue(s) sans émission de rôle, sont imputés au compte 901-130 « Budget général - Recettes - impôt sur les sociétés » :

- spécification 3.72, si les versements concernent « la contribution annuelle représentative du droit de bail »,
- spécification 3.75, si les versements concernent « la contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail ».

### 4.2.4. Transmission aux services fiscaux des informations relatives au recouvrement de la contribution représentative du droit de bail

Pour les échéances 1999 (15 septembre, 15 octobre, 15 novembre et 15 décembre), les comptables du Trésor transmettront aux services fiscaux via la trésorerie générale, les bordereaux-avis de liquidation reçus.

A compter de l'échéance du 15 janvier 2000, les DIT seront en mesure de fournir aux services fiscaux les données de déclaration et de paiement relatives à la contribution (ce qui n'empêchera pas les comptables de continuer à transmettre les bordereaux-avis de liquidation). Le support de cette transmission reste encore à déterminer en liaison avec la DGI<sup>6</sup>.

Ces informations seront transmises deux mois après l'échéance. Ainsi pour l'échéance du 15 janvier 2000, les services fiscaux recevront l'information au 15 mars 2000, pour l'échéance du 15 février 2000, au 15 avril 2000, etc...

#### 4.2.4.1. Transmission de listings récapitulatifs

Comme en matière d'impôt sur les sociétés, l'application éditera :

- des états de restes à recouvrer qui, une fois rendu exécutoires par le trésorier-payeur général deviendront des titres de perception (cf. § 4.2.6.),

---

<sup>6</sup> Des précisions seront fournies aux comptables du Trésor sur ce point dans une instruction ultérieure.

- des états d'excédents de versement.

Ces états seront adressés aux services fiscaux.

#### 4.2.4.2. Indication aux services fiscaux du montant des versements comptabilisés dans le mois précédent

Cette information doit être fournie mensuellement comme en matière d'IS. (Cf. page 114 - Codificatrice I.S. - § 2.1.).

#### 4.2.5. Envoi au redevable d'un document accusant réception de son paiement

Pour les échéances des 15 septembre au 15 décembre 1999, les redevables recevront en mars 2000, une situation récapitulative valant accusé de réception.

A partir de l'échéance du 15 janvier 2000, les redevables recevront une situation récapitulative valant accusé de réception, deux mois après l'échéance. Ainsi pour l'échéance du 15 janvier 2000, les redevables recevront une situation récapitulative au 15 mars 2000, pour l'échéance du 15 février 2000, au 15 avril 2000, etc...

#### 4.2.6. Emission des titres de perception

Comme en matière d'impôt sur les sociétés, le recouvrement de l'acompte ou fraction d'acompte non réglé et de la majoration de 10 % correspondante prévu au 3 de l'article 1762 du code général des impôts est poursuivi en vertu d'un titre de perception rendu exécutoire par le trésorier-payeur général.

Si le solde de liquidation n'a pas été intégralement versé à l'échéance, la majoration de 10% visée à l'article 1762 du code général des impôts est appliquée aux sommes non réglées.

Comme en matière d'impôt sur les sociétés, le recouvrement du solde de liquidation ou fraction du solde de liquidation et de la majoration de 10 % correspondante est poursuivi en vertu d'un titre de perception rendu exécutoire par le trésorier-payeur général.

Dans la mesure où le comptable du Trésor n'est pas à même d'en déterminer le montant, la majoration de 10% est recouvrée en vertu d'un rôle émis par les services fiscaux.

Lors de chaque liquidation, l'application éditée :

- un titre de perception pour la contribution annuelle représentative du droit de bail au taux de 2,5%,
- un titre de perception pour la contribution annuelle représentative du droit de bail au taux de 18%,
- un titre de perception pour la contribution additionnelle au taux de 2,5%,

Lors de leur intégration dans les applications contentieuses<sup>7</sup>, ces titres de perception sont identifiés par les codes 5.196 (pour la contribution annuelle au taux de 2,5%), 5.197 (pour la contribution annuelle au taux de 18%), 5.198 (pour la contribution additionnelle au taux de 2,5%).

#### 4.2.7. Emission de rôles

Le complément de contribution à verser qui apparaît, le cas échéant, à la suite du contrôle de la liquidation effectué par les services fiscaux est recouvré par voie de rôle et exigible, en totalité, dès la mise en recouvrement du rôle. Le redevable doit prendre en compte cette nouvelle liquidation pour le calcul de son prochain acompte.

---

<sup>7</sup> Du fait de la disparition de RAM fixée en 1999, cette application ne gèrera pas le recouvrement de la contribution annuelle représentative du droit de bail et de sa taxe additionnelle.

La majoration de 10% est applicable au complément de contribution dans les conditions fixées par l'article 1761 du code général des impôts.

Il est précisé que la contribution annuelle représentative du droit de bail et la contribution additionnelle sont recouvrées sur les mêmes rôles que l'IS.

Même si la contribution représentative du droit de bail et la contribution additionnelle sont recouvrées sur le même rôle que l'IS, elles sont toutefois identifiées, comme l'IS, par des codes spécifiques qui permettent de les prendre en charge dans les applications contentieuses<sup>8</sup> :

- 5.101 : IS (principal sans majoration)
- 5.107 : IS et CRDB (principal sans majoration)
- 5.108 : CRDB (principal sans majoration)
- 5.140 : IS (majoration de 10 %)
- 5.145 : CRDB (majoration de 10 %)
- 5.141 : (101 + 140) IS (principal et majoration de 10 %)
- 5.146 : (101 + 145) IS (principal sans majoration) et CRDB (majoration de 10 %)
- 5.147 : (107 + 140) IS et CRDB (principal sans majoration) et IS (majoration de 10 %)
- 5.152 : (107 + 145) IS et CRDB (principal sans majoration) et CRDB (majoration de 10 %)
- 5.148 : (108 + 140) CRDB (principal sans majoration) et IS (majoration de 10 %)
- 5.153 : (108 + 145) CRDB (principal et majoration de 10 %)
- 5.185 : (140 + 145) IS et CRDB (majoration de 10 %)
- 5.186 : (101 + 140 + 145) IS (principal et majoration de 10 %) et CRDB (majoration de 10 %)
- 5.192 : (107 + 140 + 145) IS et CRDB (principal et majoration de 10 %)
- 5.193 : (108 + 140 + 145) CRDB (principal et majoration de 10 %) et IS (majoration de 10 %)

#### 4.2.8. Prise en charge des rôles et des titres de perception

##### 4.2.8.1. Prise en charge comptable

Les contributions recouvrées par voie de rôles et titres de perception sont prises en charge à la catégorie impôt sur les sociétés :

- au débit du compte 411.821 "Redevables - Comptables du Trésor - Recettes fiscales – contributions directes perçues par voie de rôle - Impôts d'Etat - Impôt sur les sociétés - Créances de l'année courante",
- au crédit du compte 398.866 "Impôts à ventiler"
- au débit du compte 398.866 "Impôts à ventiler"
- au crédit du compte 398.810, spécification 3.11 "Recettes fiscales - contributions directes perçues par voie de rôle - Impôts d'Etat - Impôt sur les sociétés - Année courante".

##### 4.2.8.2. Prise en charge dans RAR

- Prise en charge des rôles

---

<sup>8</sup> Du fait de la disparition de RAM fixée en 1999, cette application ne gèrera pas le recouvrement de la contribution annuelle représentative du droit de bail et de sa taxe additionnelle

Lors de la prise en charge du rôle dans RAR, la ventilation entre la contributin annuelle représentative du droit de bail au taux de 2,5 %, la contribution annuelle représentative du droit de bail au taux de 18 % et la contribution additionnelle à la contribution annuelle au taux de 2,5 % sera mémorisée dans le fichier HIST de RAR.

- Prise en charge des titres de perception

Le titre de perception rendu exécutoire par le comptable centralisateur fait l'objet d'une prise en charge dans RAR comme en matière d'impôt sur les sociétés.

#### **4.2.9. Comptabilisation et ventilation des recouvrements sur rôles et titres de perception**

##### **4.2.9.1. Prise en compte des recouvrements dans la comptabilité générale de l'Etat**

Les encaissements concernant les contributions sont comptabilisés par le poste comptable non centralisateur à la rubrique 300, sous-rubrique "contributions directes - année courante (ou précédente) - RAR/RAM/DDPAC - impôt sur les sociétés sur rôles".

A la trésorerie générale, les recouvrements sont comptabilisés :

- au débit du compte de règlement,
- au crédit du compte 411.821.

L'imputation annuelle (après répartition des impôts au 31 décembre) s'effectue :

- au débit du compte 398.810, spécification 3.11,
- au crédit du compte 901.130, spécification 3.11.

##### **4.2.9.2. Prise en compte des recouvrements dans RAR**

En ce qui concerne les rôles, les imputations réelles et d'ordre seront effectuées globalement dans RAR, sans la ventilation effectuée lors de la prise en charge (cf. § 4.2.8.2.).

En fin d'année, afin de pouvoir fournir des renseignements statistiques sur le recouvrement des contributions, l'application RAR procédera à l'affectation des recouvrements au prorata des contributions prises en charge.

Cette affectation s'effectuera en priorité sur la contribution annuelle représentative du droit de bail au taux de 2,5 %, puis sur la contribution annuelle représentative du droit de bail au taux de 18 %, sur la contribution additionnelle à la contribution annuelle au taux de 2,5 % et enfin sur les majorations.

En ce qui concerne les titres de perception, les imputations des recouvrements seront effectuées en fonction du type de contribution concernée (contribution annuelle au taux de 2,5 % ou au taux de 18 %, contribution additionnelle).

Les résultats statistiques devront être adressés au bureau 4B.

##### **4.2.9.3. Cas des dégrèvements**

Les services des centres des impôts effectuent des dégrèvements d'impôt sur les sociétés à l'aide de l'application ILIAD-Contentieux selon la procédure manuelle.

Cette application offre la possibilité d'annoter le montant des droits et des pénalités dégrévés au titre des deux contributions représentatives du droit de bail.

Les listes papiers des certificats individuels de dégrèvement sont complétées de ces montants par l'ajout de deux lignes "Dont CRDB :" et "Dont CACRDB" qui cumulent les droits et les pénalités dégrévés au titre des deux contributions.

*NB* - La Direction du Budget a été saisie d'une demande de création de nouveaux paragraphes spécifiques de dépense concernant la contribution et la taxe additionnelle recouvrées comme en matière d'impôt sur les sociétés et celles recouvrées comme en matière d'impôt sur le revenu.

Les schémas comptables seront fournis après décision de la direction du Budget.

### **CHAPITRE 3**

## **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE RECOURVÉES COMME EN MATIÈRE D'IMPÔT SUR LE REVENU**

### **1. MODALITÉS DE DÉCLARATION**

L'assiette des contributions est portée sur la déclaration d'ensemble des revenus (n° 2042).

Pour les contribuables tenus de déposer une déclaration annexe, l'assiette des contributions doit être préalablement déterminée, selon la nature des revenus, sur les déclarations afférentes :

- aux revenus fonciers (n° 2044),
- aux bénéfices industriels et commerciaux,
- aux bénéfices non commerciaux,
- aux bénéfices agricoles.

Pour les contribuables qui ne sont pas tenus de déposer une déclaration annexe (contribuables relevant des régimes micro foncier ou micro entreprises) ou dont les loyers perçus sont soumis aux contributions mais exonérés d'impôts sur le revenu (certaines locations consenties à des personnes de condition modeste), l'assiette des contributions est portée directement sur la déclaration d'ensemble des revenus (n° 2042).

### **2. LIQUIDATION ET PAIEMENT DE LA CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL ET DE LA CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

La contribution annuelle représentative du droit de bail et sa contribution additionnelle sont recouvrées selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur le revenu (art 234 ter III du CGI).

#### **2.1. SEUIL DE MISE EN RECOUVREMENT**

La contribution annuelle et sa contribution additionnelle sont mises en recouvrement dès lors que leur montant cumulé avec celui de l'impôt sur le revenu est au moins égal à 400 F avant déduction de l'avoir fiscal et des crédits d'impôts.

Si le montant cumulé de l'impôt sur le revenu, de la contribution annuelle représentative du droit de bail et de la contribution additionnelle est supérieur ou égal à 400 F avant déduction de l'avoir fiscal et des crédits d'impôt, mais devient inférieur à 400 F après cette imputation, ce montant est mis en recouvrement s'il excède 80 F.

## 2.2. IMPUTATION DES AVOIRS FISCAUX ET CRÉDITS D'IMPÔT

La fraction ou la totalité des avoirs fiscaux et des crédits d'impôt non utilisée en paiement de l'impôt sur le revenu, soit parce que celui-ci est inférieur à ces imputations, soit parce qu'il est égal à zéro, est imputable en priorité sur la contribution représentative du droit de bail puis sur la contribution additionnelle pour la partie restante. Le surplus est restitué s'il excède 50 F.

## 2.3. RECOUVREMENT

Les nouvelles contributions dues par les personnes physiques sont recouvrées comme en matière d'impôt sur le revenu.

Les contributions sont donc mentionnées sur le même rôle et sur le même avis que l'impôt sur le revenu.

Les contributions sont incluses dans la base des prélèvements pour les contribuables qui ont opté pour la mensualisation de l'impôt sur le revenu (art 1681 F du CGI)<sup>9</sup>.

Dans ce cas les dispositions des quatre premiers alinéas de l'article 1681 B et les articles 1681 C à 1681 E s'appliquent à la somme de l'impôt sur le revenu et de ces contributions.

En revanche les contributions ne sont pas intégrées dans la base servant de calcul aux acomptes provisionnels.

Le recouvrement est suivi dans les applicatifs de recouvrement amiable REC-MEN et contentieux RAR, DDPAC.

Du fait de la disparition de RAM fixée en 1999, cette application ne gèrera pas le recouvrement de ces contributions.

## 3. DÉGRÈVEMENT EN CAS DE CESSATION OU D'INTERRUPTION DE LA LOCATION D'UN LOCAL AYANT SUPPORTÉ LE DROIT DE BAIL

### 3.1. PRINCIPE

Le droit de bail et sa taxe additionnelle étaient assis sur les loyers courus du 1<sup>er</sup> octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année en cours, sauf pour les baux écrits de biens ruraux et les locations de droits de pêche ou droits de classe. Ce dispositif a cessé de s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1998.

La contribution annuelle représentative du droit de bail et sa contribution additionnelle sont assises sur les loyers perçus au cours de l'année civile depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Afin de pallier les effets de la superposition en 1998 des bases d'imposition entre, d'une part, le droit de bail et la taxe additionnelle et, d'autre part, les nouvelles contributions, l'article 234 decies du CGI permet aux bailleurs personnes physiques de demander, l'année qui suit la cessation de la location ou l'interruption de celle-ci pour une durée d'au moins neuf mois consécutifs, un dégrèvement d'un montant égal à celui du droit de bail et, le cas échéant, de la taxe additionnelle dus à raison de cette location pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 1998.

La demande de dégrèvement doit être présentée auprès des services de la direction générale des impôts.

---

<sup>9</sup> Les acomptes mensuels versés s'imputent sur l'imposition globale sans priorité d'affectation.

### 3.2. PRÉCISIONS

Des précisions sur les conditions d'application du dégrèvement (notions d'interruption et de cessation définitive de la location) ainsi que sur les modalités de présentation des réclamations, seront apportées dans une prochaine instruction.

## 4. VENTILATION ET COMPTABILISATION DES RECOUVREMENTS

La contribution annuelle représentative du droit de bail et la contribution additionnelle étant deux composantes de l'impôt sur le revenu auquel elles se rattachent, aucune ventilation comptable n'est effectuée.

Seul un suivi extra-comptable par une ventilation statistique des recouvrements est réalisé par les applicatifs de recouvrement.

Les contributions sont donc incluses comptablement avec l'impôt sur le revenu à la spécification 1.21 du compte 901.110 "Budget général - Recettes - Impôt sur le revenu".

### 4.1. VENTILATION STATISTIQUE DES RECOUVREMENTS

Selon les éléments d'assiette fournis par la DGI, des taux de répartition entre la part relative à l'impôt sur le revenu, la part relative à la contribution annuelle représentative du droit de bail et la part relative à la contribution additionnelle sont intégrés dans REC et MEN lors des opérations de prises en charge.

Ces taux de répartition permettent de procéder à la ventilation statistique des recouvrements. Ils seront mis à jour en cas de dégrèvement.

La ventilation statistique des recouvrements ne donnera lieu à aucun résultat au plan local, cette ventilation étant assurée au travers d'agrégats évalués lors de l'imputation des recouvrements et de l'imputation des prélèvements mensuels, et qui seront transmis informatiquement à la direction.

Les dégrèvements comportent le nouveau montant dû au titre de chacune des composantes de l'impôt (part IR, part contribution annuelle et part contribution additionnelle) ou ordonnance un dégrèvement pour chacune des composantes. *En cas de modification de la répartition de chacune des composantes il n'est pas procédé à une régularisation sur les recouvrements déjà ventilés.*

Lors du basculement dans les applications contentieuses (RAR – DDPAC), les montants de chacune des composantes de l'impôt ainsi que les taux de répartition appliqués sont transmis.

### 4.2. COMPTABILISATION DES RECOUVREMENTS

Aucun suivi comptable des recouvrements relatifs à la contribution annuelle représentative du droit de bail et à la contribution additionnelle n'étant réalisé, les recouvrements sont donc comptabilisés globalement avec l'imposition à laquelle ces contributions sont rattachées.

#### 4.2.1. Comptables non centralisateurs

##### 4.2.1.1. Recouvrements suivis dans REC :

- Débit rubrique financière
- Crédit rubrique 300 sous-rubrique "année courante (précédente ou antérieure) – REC recettes à ventiler"

#### 4.2.1.2. Recouvrements suivis dans RAR ou DDPAC :

- Débit compte de règlement
- Crédit rubrique 300 sous-rubrique "RAR-RAM-DDPAC – impôt sur le revenu"

### 4.2.2. Comptables centralisateurs

#### 4.2.2.1. Prise en charge

- Débit compte 411.811 "Impôt sur le revenu - CSG-CRDS"
- Crédit compte 398.866 "Impôts à ventiler"
- Débit compte 398.866 "Impôts à ventiler"
- Crédit compte 398.800 "Impôt sur le revenu – Année courante", spécification 1.21

#### 4.2.2.2. Recouvrement

- Débit rubrique financière
- Crédit compte 411.811

#### 4.2.2.3. Imputation annuelle (après répartition des impôts au 31 décembre)

- Débit compte 398.800, spécification 1.21
- Crédit compte 901.110, spécification 1.21

### 4.3. COMPTABILISATION DES DÉGRÈVEMENTS

Les services des centres des impôts sont amenés à prononcer à l'aide de l'application ILIAD-Contentieux des dégrèvements selon deux procédures : la procédure automatique et la procédure manuelle.

La procédure automatique permet d'accéder aux différents codes revenus de la déclaration de revenus. Les fichiers magnétiques de dégrèvement IR à destination des DIT sont alimentés des nouveaux montants de contribution annuelle représentative du droit de bail et des nouveaux montants de contribution additionnelle issus du dégrèvement.

Les informations qui sont inscrites sur les bordereaux papier de certificats collectifs de dégrèvement demeurent inchangées.

La procédure manuelle, réservée à la juridiction gracieuse et aux décisions à motiver du ressort de la juridiction contentieuse, offre aux services la possibilité d'annoter le montant des droits et des pénalités dégrévés au titre des deux contributions représentatives du droit de bail.

Les listes papiers des certificats individuels de dégrèvement sont complétées de ces montants par l'ajout de deux lignes "Dont CRDB:" et "Dont CACRDB :" qui cumulent les droits et les pénalités dégrévés au titre des deux contributions.

*NB* - La Direction du Budget a été saisie d'une demande de création de nouveaux paragraphes spécifiques de dépense concernant la contribution et la taxe additionnelle recouvrées comme en matière d'impôt sur les sociétés et celles recouvrées comme en matière d'impôt sur le revenu.

Les schémas comptables seront fournis après décision de la Direction du Budget.

Toutes difficultés d'application devront être signalées à la direction sous les présents timbres.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4ÈME SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

ANNEXE N° 1 : Article 12 de la loi de finances rectificative pour 1998 (n° 98-1267 du 30 décembre 1998)

A - Il est inséré dans le code général des impôts, les articles 234 bis à 234 decies ainsi rédigés :

*Art. 234 bis.* - I. - Il est institué une contribution annuelle représentative du droit de bail sur les revenus retirés de la location ou sous-location d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèle, de droits de pêche ou de droits de chasse, acquittée par les bailleurs.

« II. Sont exonérés de la contribution prévue au I :

« 1° Les revenus dont le montant annuel n'excède pas 12 000 F par local, fonds de commerce, clientèle, droit de pêche ou droit de chasse ;

« 2° Les revenus qui donnent lieu au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ;

« 3° Les revenus des locations de terrains consenties par l'Etat aux sociétés agréées pour le financement des télécommunications ;

« 4° Les revenus des sous-locations consenties aux personnes défavorisées mentionnées à l'article 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement par un organisme ne se livrant pas à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif, lorsqu'il est agréé dans les conditions prévues à l'article 92 L par le représentant de l'Etat dans le département ;

« 5° Les revenus des locations consenties à l'Etat ou aux établissements publics nationaux scientifiques, d'enseignement, d'assistance ou de bienfaisance ;

« 6° Les revenus des locations consenties en vertu des titres III et IV du code de la famille et de l'aide sociale et exclusivement relatives au service de l'aide sociale ;

« 7° Les revenus des locations ou des sous-locations à vie ou à durée illimitée, sauf lorsqu'elles concernent des droits de pêche ou des droits de chasse.

« *Art. 234 ter.* - I. - Pour les locations et sous-locations dont les revenus entrent dans le champ d'application de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des revenus fonciers, des bénéfices agricoles selon l'un des régimes définis aux articles 64 et 68 F, des bénéfices industriels et commerciaux selon les régimes définis aux articles 50-0 et 50 ou des bénéfices non commerciaux, la contribution prévue à l'article 234 bis est assise sur le montant des recettes nettes perçues au cours de l'année civile au titre de la location.

« Ces recettes nettes s'entendent des revenus des locations et sous-locations augmentés du montant des dépenses incombant normalement au bailleur et mises par convention à la charge du preneur, à l'exclusion de cette contribution, et diminués du montant des dépenses supportées par le bailleur pour le compte du preneur.

« II. - Lorsque la location ou la sous-location est consentie par un contribuable exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale ou agricole et relevant d'un régime d'imposition autre que ceux prévus au I, la contribution prévue à l'article 234 bis est assise sur le montant des recettes nettes définies au deuxième alinéa du I qui ont été perçues au cours de l'exercice ou de la période d'imposition définie au deuxième alinéa de l'article 37.

« III. - La contribution est déclarée, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur le revenu.

## ANNEXE N° 1 (suite)

« L'avoir fiscal, les crédits d'impôt et les prélèvements ou retenues non libératoires de l'impôt sur le revenu s'imputent sur la contribution établie dans les conditions définies aux I et II, puis sur la contribution additionnelle prévue à l'article 234 nonies.

« *Art. 234 quater.* - I. - Lorsque la location ou la sous-location est consentie par une personne morale ou un organisme devant souscrire la déclaration prévue au 1 de l'article 223, à l'exclusion de ceux imposés aux taux de l'impôt sur les sociétés prévus au I de l'article 219 bis, la contribution prévue à l'article 234 bis est assise sur les recettes nettes définies au deuxième alinéa du I de l'article 234 ter qui ont été perçues au cours de l'exercice ou de la période d'imposition définie au deuxième alinéa de l'article 37.

« II. - La contribution est déclarée, contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés.

« III. - La contribution est payée spontanément au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, au plus tard à la date prévue au 2 de l'article 1668.

« Elle donne lieu au préalable, à la date prévue pour le paiement du dernier acompte d'impôt sur les sociétés de l'exercice ou de la période d'imposition, à un acompte égal à 2,5 % des recettes nettes définies au deuxième alinéa du I de l'article 234 ter qui ont été perçues au cours de l'exercice précédent. Pour les locations de droits de pêche ou de droits de chasse prévues à l'article 234 octies, le montant de cet acompte est égal à 2,5 % ou à 18 % des recettes nettes, selon le taux de la contribution qui leur est applicable.

« Lorsque la somme due au titre d'un exercice ou d'une période d'imposition en application de l'alinéa précédent est supérieure à la contribution dont l'entreprise prévoit qu'elle sera finalement redevable au titre de ce même exercice ou de cette même période, l'entreprise peut réduire ce versement à concurrence de l'excédent estimé. Elle remet alors au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, avant la date d'exigibilité de l'acompte, une déclaration datée et signée.

« Si la déclaration mentionnée à l'alinéa précédent est reconnue inexacte à la suite de la liquidation de la contribution, la majoration prévue au 1 de l'article 1762 est appliquée aux sommes non réglées.

« IV. - Les avoirs fiscaux ou crédits d'impôt de toute nature ainsi que la créance mentionnée à l'article 220 quinquies et l'imposition forfaitaire annuelle mentionnée à l'article 223 septies ne sont pas imputables sur cette contribution.

« *Art. 234 quinquies.* - Lorsque la location ou sous-location est consentie par une société ou un groupement soumis au régime prévu aux articles 8, 8 ter, 238 ter, 239 ter à 239 quinquies et 239 septies, la contribution prévue à l'article 234 bis, établie dans les conditions définies au I de l'article 234 quater, est acquittée par cette société ou ce groupement, auprès du comptable du Trésor, au vu d'une déclaration spéciale, au plus tard à la date prévue pour le dépôt de la déclaration de leur résultat ou de la déclaration mentionnée à l'article 65 A.

« Elle donne lieu au préalable au versement d'un acompte payable au plus tard le dernier jour de l'avant-dernier mois de l'exercice, dont le montant est déterminé selon les modalités définies au III de l'article 234 quater.

« La contribution est contrôlée et recouvrée selon les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés.

## ANNEXE N° 1 (suite)

« *Art. 234 sexies.* - Lorsque la location ou sous-location est consentie par une personne morale ou un organisme de droit public ou privé, non mentionné à l'article 234 quater ou à l'article 234 quinquies, la contribution prévue à l'article 234 bis, assise sur le montant des recettes nettes définies au deuxième alinéa du I de l'article 234 ter et perçues au cours de l'année civile au titre de la location, est acquittée par cette personne ou cet organisme, auprès du comptable du Trésor, au vu d'une déclaration spéciale, au plus tard le 15 octobre de l'année qui suit celle de la perception des revenus soumis à la contribution.

« Sous cette réserve, la contribution est contrôlée et recouvrée selon les mêmes règles et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés.

« Elle donne lieu à la date prévue au premier alinéa à un acompte égal à 2,5 % de trois quarts des recettes nettes définies au deuxième alinéa du I de l'article 234 ter et perçues au cours de l'année précédente. Pour les locations de droits de pêche ou de droits de chasse prévues à l'article 234 octies, le montant de cet acompte est égal à 2,5 % ou à 18 % de trois quarts des recettes nettes, selon le taux de la contribution qui leur est applicable.

« Pour les personnes morales ou organismes imposés aux taux de l'impôt sur les sociétés prévus à l'article 219 bis, la contribution, établie dans les conditions définies au I de l'article 234 quater, est déclarée, recouvrée et contrôlée comme l'impôt sur les sociétés dont ils sont redevables, par exception aux dispositions des alinéas précédents.

« *Art. 234 septies.* - Pour les baux à construction passés dans les conditions prévues par les articles L. 251-1 à L. 251-8 du code de la construction et de l'habitation, la contribution est calculée en faisant abstraction de la valeur du droit de reprise des constructions lorsque celles-ci deviennent la propriété du bailleur en fin de bail.

« *Art. 234 octies.* - La contribution prévue à l'article 234 bis est égale à 2,5 % de la base définie aux I et II de l'article 234 ter et à l'article 234 septies. Son taux est porté à 18 % pour les locations de droits de pêche ou de droits de chasse autres que les suivantes :

- « 1° Locations de pêche consenties aux associations agréées de pêche et de pisciculture dans les conditions prévues à l'article L. 235-1 du code rural et aux sociétés coopératives de pêcheurs professionnels ;
- « 2° Exploitation utilitaire de la pêche dans les étangs de toute nature ;
- « 3° Locations du droit de pêche ou du droit de chasse consenties aux locataires des immeubles sur lesquels s'exercent ces droits ;
- « 4° Locations de droits de chasse portant sur des terrains destinés à la constitution de réserves de chasse approuvées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

« *Art. 234 nonies.* - I. - Il est institué une contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail prévue à l'article 234 bis.

« Cette contribution additionnelle est applicable aux revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis quinze ans au moins au 1er janvier de l'année d'imposition.

« II. - La contribution additionnelle est également applicable aux revenus tirés de la location de locaux mentionnés au I, lorsqu'ils ont fait l'objet de travaux d'agrandissement, de construction ou de reconstruction au sens du b du 1° du I de l'article 31, financés avec le concours de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

## ANNEXE N° 1 (suite)

« III. - Sont exonérés de la contribution additionnelle les revenus tirés de la location :

« 1° Des immeubles appartenant à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements et organismes publics qui en dépendent et aux organismes d'habitations à loyer modéré ;

« 2° Des locaux d'habitation qui font partie d'une exploitation agricole ou sont annexés à celle-ci, ainsi que l'article 11 de la loi de finances rectificative pour 1964 (n° 64-1278 du 23 décembre 1964) ;

« 3° Des immeubles appartenant aux sociétés d'économie mixte de construction ou ayant pour objet la rénovation urbaine ou la restauration immobilière dans le cadre d'opérations confiées par les collectivités publiques, de ceux appartenant aux filiales immobilières de la Caisse des dépôts et consignations en leur qualité de bailleurs sociaux institutionnels, ainsi que de ceux appartenant aux houillères de bassin.

« IV. - Le taux de la contribution additionnelle est fixée à 2,5 %.

« V. - La contribution additionnelle est soumise aux mêmes règles d'assiette, d'exigibilité, de liquidation, de recouvrement, de contrôle, de garanties et sanctions que la contribution prévue à l'article 234 bis.

« *Art. 234 decies.* - Les redevables de la contribution au titre des revenus mentionnés à l'article 234 ter peuvent demander, l'année qui suit la cessation ou l'interruption pour une durée d'au moins neuf mois consécutifs de la location par eux d'un bien dont les revenus ont été soumis aux droits d'enregistrement prévus aux articles 736 à 741 bis et 745, un dégrèvement d'un montant égal au montant des droits précités acquittés à raison de cette location au titre de la période courant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 1998. Cette demande doit être présentée après réception de l'avis d'imposition afférent à la contribution de l'année précédente. Cette disposition ne s'applique pas aux titulaires de baux écrits de biens ruraux en cours à la date de publication de la loi de finances rectificative pour 1998 (n° 98-1267 du 30 décembre 1998). »

B. - Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1681 F ainsi rédigé :

« *Art. 1681 F.* - L'option prévue au premier alinéa de l'article 1681 A, lorsqu'elle est exercée, est également valable pour le recouvrement de la contribution mentionnée à l'article 234 ter et la contribution additionnelle mentionnée à l'article 234 nonies.

« Dans ce cas, les dispositions des quatre premiers alinéas de l'article 1681 B et les articles 1681 C à 1681 E s'appliquent à la somme de l'impôt sur le revenu et de ces contributions ».

C. - Au premier alinéa de l'article 1681 A du code général des impôts, la référence : "1681 E" est remplacée par la référence : "1681 F".

D. - Au 1 bis de l'article 1657 du code général des impôts, après les mots : "revenu" et "montant", sont insérés respectivement les mots : "et des contributions mentionnées aux articles 234 ter et 234 nonies" et "global".

E. - Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Au 4° du I de l'article 635, après le mot : "immeubles", sont ajoutés les mots : ", de fonds de commerce ou de clientèles" ;

2° L'article 640 est ainsi rédigé :

« *Art. 640.* - A défaut d'actes, les mutations de jouissance à vie ou à durée illimitée d'immeubles, de fonds de commerce ou de clientèles doivent être déclarées dans le mois de l'entrée en jouissance ».

## ANNEXE N° 1 (suite)

3° Dans le 2° de l'article 662, les mots : ", les baux à durée limitée d'immeubles dont le loyer annuel est supérieur à 12 000 F" sont supprimés ;

4° Au 2° de l'article 677, les mots : ", de droits de chasse ou de pêche" sont supprimés ;

5° L'article 689 est ainsi rédigé :

« Art. 689. - L'acte constitutif de l'emphytéose est assujetti à la taxe de publicité foncière au taux prévu à l'article 742 » ;

6° L'article 739 est ainsi modifié :

1. Au premier alinéa, les mots : "autres que les immeubles ruraux" sont remplacés par les mots : ", de fonds de commerce ou de clientèles" ;

2. Le deuxième alinéa est supprimé ;

7° Le deuxième alinéa de l'article 742 est ainsi rédigé :

« Cette taxe est liquidée sur le prix exprimé, augmenté des charges imposées au preneur, ou sur la valeur locative réelle des biens loués si cette valeur est supérieure au prix augmenté des charges. Elle est due sur le montant cumulé de toutes les années à courir » ;

8° Le I de l'article 744 est ainsi rédigé :

« I. - Les taux à vie ou à durée illimitée sont soumis aux mêmes impositions que les mutations de propriété des biens auxquels ils se rapportent » ;

9° Au 4° du premier alinéa du I et au V de l'article 867, les références : ", 6°, 8° et 9°" sont remplacées par la référence : "et 6°" ;

10° L'article 1378 quinquies est complété par un III ainsi rédigé :

« III. - La résiliation d'un contrat de location-attribution ou de location-vente entrant dans les prévisions des I et II rend exigibles les droits dus à raison de la mutation de jouissance qui est résultée de la convention » ;

11° Les 8° et 9° du 2 de l'article 635, les articles 690, 736 et 737, le deuxième alinéa du 1° de l'article 738 et les articles 740, 741, 741 bis et 745 sont abrogés.

F. - Les dispositions des A et D s'appliquent aux revenus perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998. Toutefois, pour les baux écrits de biens ruraux et les locations de droits de chasse ou de droits de pêche en cours à la date de publication de la présente loi, elles ne s'appliquent qu'aux revenus perçus à compter de la date d'ouverture d'une nouvelle période.

Les dispositions du E s'appliquent aux loyers courus à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1998. Toutefois, pour les baux écrits d'immeubles ruraux et les locations de droits de chasse ou de droits de pêche en cours à la date de publication de la présente loi, elles ne s'appliquent qu'aux loyers courus à compter de la date d'ouverture d'une nouvelle période.

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

G. - Pour l'application des I et II de l'article 234 ter du code général des impôts et par exception aux dispositions du premier alinéa du F, l'assiette des contributions prévues aux articles 234 bis et 234 nonies du même code est :

- diminuée des recettes qui ont été soumises aux droits d'enregistrement prévus aux articles 736 à 741 bis et 745 avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998, ou, pour les sociétés ou organismes mentionnés aux articles 234 quater, 234 quinquies et 234 sexies du même code, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1998 ;
- et majorée des recettes qui se rapportent à une période de location ou de sous-location postérieure au 31 décembre 1997, ou, pour les sociétés ou organismes précités, au 30 septembre 1998 mais ont été perçues au plus tard à ces dates. Ces recettes sont prises en compte au titre de l'année, de l'exercice ou de la période d'imposition incluant la période de location ou de sous location en cause.

H. - Par exception aux dispositions du III de l'article 234 quater et du deuxième alinéa de l'article 234 quinquies du code général des impôts, le paiement des acomptes exigibles avant le 31 août 1999 et des contributions dues au titre d'un exercice clos avant le 1<sup>er</sup> juin 1999 s'effectue au plus tard le 15 septembre 1999.

I. - Au premier alinéa de l'article L. 80 et au 1° de l'article L. 204 du livre des procédures fiscales, après les mots : « le précompte prévu à l'article 223 sexies du code général des impôts, » sont insérés les mots: « la contribution annuelle représentative du droit de bail, la contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit bail ».

J. - I. - La contribution annuelle prévue à l'article 234 bis du code général des impôts est, sauf convention contraire, à la charge du locataire.

La contribution annuelle prévue à l'article 234 nonies du code général des impôts est à la charge du bailleur. Toutefois, lorsqu'elle est due au titre de locaux loués à usage commercial situés dans des immeubles comportant, à concurrence de la moitié au moins de leur superficie totale, des locaux loués affectés à usage d'habitation ou à l'exercice d'une profession, elle est, sauf convention contraire, supportée à concurrence de la moitié par le locataire.

II - A l'article L. 442-3 du code de la construction et de l'habitation et au 3° de l'article 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, les mots : "du droit de bail" sont remplacés par les mots : "de la contribution annuelle représentative du droit de bail".

III. - Pour les contrats en cours, de quelque nature qu'ils soient, les stipulations relatives au droit de bail et à la taxe additionnelle au droit de bail s'appliquent dans les mêmes conditions à la contribution annuelle représentative du droit de bail et à la contribution additionnelle prévues aux articles 234 bis et 234 nonies du code général des impôts.

IV. - Les dispositions du premier alinéa du I et celles des II et III sont applicables pour les loyers qui se rapportent à une période de location ou de sous-location postérieure au 30 septembre 1998.

K. - Un décret fixe les modalités d'application du présent article.

## ANNEXE N° 2 :      Personnes morales assujetties à l'IS (art. 234 quater)

Dates d'exercice	Date de paiement de l'acompte	Assiette de l'acompte	Date de paiement de la contribution	Assiette de la contribution
1/10/97-30/9/98	—	—	-	-
1/11/97-31/10/98			15/9/99	1/10/98-31/10/98
1/12/97-30/11/98				1/10/98-30/11/98
1/1/98-31/12/98				1/10/98-31/12/98
1/2/98-31/1/99				1/10/98-31/1/99
1/3/98-28/2/99				1/10/98-28/2/99
1/4/98-31/3/99				1/10/98-31/3/99
1/5/98-30/4/99				1/10/98-30/4/99
1/6/98-31/5/99				1/10/98-31/5/99
1/7/98-30/6/99	15/9/99	1/7/97-30/6/98	15/10/99	1/10/98-30/6/99
1/8/98-31/7/99		1/8/97-31/7/98	15/11/99	1/10/98-31/7/99
1/9/98-31/8/99		1/9/97-31/8/98	15/12/99	1/10/98-31/8/99
1/10/98-30/9/99		1/10/97-30/9/98	15/01/2000	1/10/98-30/9/99
1/11/98-31/10/99		1/11/97-31/10/98	15/02/2000	1/11/98-31/10/99
1/12/98-30/11/99	15/12/99	1/12/97-30/11/98	15/03/2000	1/12/98-30/11/99
1/1/99-31/12/99		1/1/98-31/12/98	15/04/2000	1/1/99-31/12/99
1/2/99-31/1/2000		1/2/98-31/1/99	15/05/2000	1/2/99-31/1/2000

ANNEXE N° 3 : Personnes morales relevant du régime des sociétés de personnes  
(art. 234 quinquies).

*Dépôt de la déclaration au 30 avril*

Dates d'exercice	Date de paiement de l'acompte	Assiette de l'acompte	Date de dépôt de la déclaration	Date de paiement de la contribution	Assiette de la contribution
1/10/97-30/9/98	—	—	-	-	-
1/11/97-31/10/98			30/4/99	15/9/99	1/10/98-31/10/98
1/12/97-30/11/98					1/10/98-30/11/98
1/1/98-31/12/98					1/10/98-31/12/98
1/2/98-31/1/99	15/9/99	1/2/97-31/1/98	30/4/2000	15/5/2000	1/10/98-31/1/99
1/3/98-28/2/99		1/3/97-28/2/98			1/10/98-28/2/99
1/4/98-31/3/99		1/4/97-31/3/98			1/10/98-31/3/99
1/5/98-30/4/99		1/5/97-30/4/98			1/10/98-30/4/99
1/6/98-31/5/99		1/6/97-31/5/98			1/10/98-31/5/99
1/7/98-30/6/99		1/7/97-30/6/98			1/10/98-30/6/99
1/8/98-31/7/99		1/8/97-31/7/98			1/10/98-31/7/99
1/9/98-31/8/99		1/9/97-31/8/98			1/10/98-31/8/99
1/10/98-30/9/99		1/10/97-30/9/98			1/10/98-30/9/99
1/11/98-31/10/99	15/10/99	1/11/97-31/10/98			1/11/98-31/10/99
1/12/98-30/11/99	15/11/99	1/12/97-30/11/98			1/12/98-30/11/99
1/1/99-31/12/99	15/12/99	1/1/98-31/12/98			1/1/99-31/12/99
1/2/99-31/1/2000	15/1/2000	1/2/98-31/1/99	30/4/2001	15/5/2001	1/2/99-31/1/2000

## ANNEXE N° 3 (suite et fin)

**Sociétés civiles immobilières** <sup>10</sup>*Dépôt de la déclaration au 28 février*

Dates d'exercice	Date de paiement de l'acompte	Assiette de l'acompte	Date de dépôt de la déclaration	Date de paiement de la contribution	Assiette de la contribution
1/1/98-31/12/98	-	-	28/2/99 <sup>11</sup>	15/9/99	1/10/98-31/12/98
1/1/99-31/12/99	15/12/99	1/1/98-31/12/98	28/2/2000	15/3/2000	1/1/99-31/12/99

**Sociétés de personnes soumises au forfait agricole** <sup>12</sup>*Dépôt de la déclaration au 31 mars*

Dates d'exercice	Date de paiement de l'acompte	Assiette de l'acompte	Date de dépôt de la déclaration	Date de paiement de la contribution	Assiette de la contribution
1/1/98-31/12/98	-	-	31/3/99	15/9/99	1/10/98-31/12/98
1/1/99-31/12/99	15/12/99	1/1/98-31/12/98	31/3/2000	15/4/2000	1/1/99-31/12/99

<sup>10</sup> Les sociétés civiles immobilières tenues de déposer la déclaration n° 2072 au 28 février ont toujours un exercice social qui coïncide avec l'année civile.

<sup>11</sup> La date de dépôt de la déclaration de résultats a été reportée au 15 mars 1999.

<sup>12</sup> Les sociétés de personnes soumises au forfait agricole tenues de déposer la déclaration n° 2342 au 31 mars, ont toujours un exercice social qui coïncide avec l'année civile.

ANNEXE N° 4 : Personnes morales non assujetties à l'IS et ne relevant du régime des sociétés de personnes (art. 234 sexies)

*Dépôt de la déclaration au 15 octobre*

Echéance	Base de l'acompte		Base de la contribution		Versements
15 octobre 1999	A1	$\frac{3}{4}$ (1/1/98-31/12/98)	C1	1/10/98-31/12/98	A1 + C1
15 octobre 2000	A2	$\frac{3}{4}$ (1/1/99-31/12/99)	C2	1/1/99-31/12/99	A2 + C2 - A1
15 octobre 2001	A3	$\frac{3}{4}$ (1/1/2000-31/12/2000)	C3	1/1/2000-31/12/2000	A3 + C3 - A2
15 octobre 2002	A4	$\frac{3}{4}$ (1/1/2001-31/12/2001)	C4	1/1/2001-31/12/2001	A4 + C4 - A3
..... .....	....	..... ...	....	..... ..	.....
..... .....	....	..... ...	....	..... ..	.....

ANNEXE N° 5 : Entreprises arrêtant une période d'imposition au 31 décembre de l'année en application de l'article 37 du code général des impôts (Modalités de paiement de la contribution)

**Cas des sociétés ou organismes visés à l'article 234 quater :**

Soit une société qui a perçu au titre de locations d'immeubles 360 000 F de recettes nettes au sens du I de l'article 234 ter au cours de l'exercice coïncidant avec l'année civile 1999.

L'exercice ouvert le 1er janvier 2000 est clos au delà du 31 décembre 2000. Le montant des recettes nettes perçues au cours de cette année civile s'élève à 372 000 F.

• *1ère hypothèse : clôture au 31 janvier 2001*

Le montant des recettes nettes perçues au cours de l'exercice s'élève à 403 000 F.

15/12/2000 : Paiement de l'acompte dû au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 d'un montant de 9 000 F (2,5 % x 360 000).

15/05/2001<sup>13</sup> : - Paiement du solde de contribution due au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 soit 300 F [(372 000 x 2,5 %) - 9 000 F]  
- Paiement de la contribution due au titre du mois de janvier 2001 soit 775 F [403 000 - 372 000) x 2,5 %].

• *2ème hypothèse : clôture au 28 février 2001<sup>14</sup>*

Le montant des recettes nettes perçues au cours de l'exercice s'élève à 434 000 F.

15/12/2000 : Paiement de l'acompte dû au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 d'un montant de 9 000 F (2,5 % x 360 000).

15/03/2001 : L'acompte de 9 000 F normalement dû au titre de la période allant du 1er janvier au 28 février 2001 peut être réduit à 1 550 F [(434 000 - 372 000) x 2,5 %].

15/05/2001<sup>13</sup> : Le solde de contribution due au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 s'élève à 300 F<sup>15</sup>.

15/06/2001 : Aucun solde n'est dû au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 28 février 2001, l'acompte ayant été correctement réduit.

<sup>13</sup> L'article 3 de la loi n° 98-543 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier a reporté du 31 mars au 30 avril, la date de dépôt de la déclaration de résultats prévue à l'article 223-1 du code général des impôts, pour les sociétés n'ayant clos aucun exercice au cours d'une année. Cette modification conduit, pour ces sociétés, à reporter la date de paiement de l'IS (et de la contribution représentative du droit de bail) du 15 avril au 15 mai.

<sup>14</sup> Situation identique si l'exercice est clos fin mars ou fin avril.

<sup>15</sup> Cf. exemple précédent.

## ANNEXE N° 5 (suite)

- 3ème hypothèse : clôture au 31 mai 2001

Le montant des recettes nettes perçues au cours de l'exercice s'élève à 527 000 F.

15/12/2000 : Paiement de l'acompte dû au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 d'un montant de 9 000 F (2,5 % x 360 000).

15/05/2001 <sup>16</sup> : Le solde de contribution due au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 s'élève à 300 F <sup>17</sup>.

15/06/2001 : L'acompte de 9 000 F normalement dû au titre de la période allant du 1er janvier au 31 mai 2001 peut être réduit à 3 875 F [(527 000 - 372 000) x 2,5 %].

15/09/2001 : Aucun solde n'est dû au titre de la période allant du 1er janvier au 31 mai 2001, l'acompte ayant été correctement réduit.

**Cas des sociétés ou organismes visés à l'article 234 quinquies :**

Soit une société qui a perçu au titre de locations d'immeubles 360 000 F de recettes nettes au sens du I de l'article 234 ter au cours de l'exercice coïncidant avec l'année civile 1999.

L'exercice ouvert le 1er janvier 2000 est clos au delà du 31 décembre 2000. Le montant des recettes nettes perçues au cours de cette année civile s'élève à 372 000 F.

- 1ère hypothèse : clôture au 31 janvier 2001

Le montant des recettes nettes perçues au cours de l'exercice s'élève à 403 000 F.

15/01/2001 : Paiement de l'acompte dû au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2001 soit [360 000 x 2,5 %] = 9 000 F qui peut être réduit à [(403 000 - 372 000) x 2,5 %] = 775 F <sup>18</sup>.

30/04/2001 : Dépôt de la déclaration de résultat (période d'imposition 01/01/2000 - 31/12/2000).

15/05/2001 : Paiement de la contribution due au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 soit [372 000 x 2,5 %] = 9 300 F.

15/01/2002 : Paiement de l'acompte au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2002 soit [403 000 F x 2,5 %] = 10 075 F.

15/05/2002 : Aucun solde n'est dû au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 31 janvier 2001, l'acompte payable au 15/01/2001 ayant été correctement réduit.

---

<sup>16</sup> L'article 3 de la loi n° 98-543 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier a reporté du 31 mars au 30 avril, la date de dépôt de la déclaration de résultats prévue à l'article 223-I du code général des impôts, pour les sociétés n'ayant clos aucun exercice au cours d'une année. Cette modification conduit, pour ces sociétés, à reporter la date de paiement de l'IS (et de la contribution représentative du droit de bail) du 15 avril au 15 mai.

<sup>17</sup> cf. exemple précédent.

<sup>18</sup> Ce montant de 775 F correspond à la contribution due au titre du dernier mois de l'exercice clos le 31/1/2001 qui sera payable le 15/5/2002, la contribution due au titre de la période d'imposition 01/01/2000-31/12/2000 étant acquittée à la date de dépôt de la déclaration de résultats correspondante (15/5/2001).

## ANNEXE N° 5 (suite et fin)

- *2ème hypothèse : clôture au 28 février 2001*

Le montant des recettes nettes perçues au cours de l'exercice s'élève à 434 000 F.

15/02/2001 : Paiement de l'acompte dû au titre de l'exercice clos le 28 février 2001 soit  $[360\ 000\ \text{F} \times 2,5\ \%] = 9\ 000\ \text{F}$  qui peut être réduit à  $[434\ 000 - 372\ 000] \times 2,5\ \% = 1\ 550\ \text{F}$  (NB solde payable au 15/05/2002)

30/04/2001 : Dépôt de la déclaration de résultat (période d'imposition 01/01/2000 - 31/12/2000).

15/05/2001 : Paiement de la contribution due au titre de la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2000  $[372\ 000 \times 2,5\ \%] = 9\ 300\ \text{F}$ .

15/02/2002 : Paiement de l'acompte au titre de l'exercice clos le 28 février 2002 soit  $[434\ 000 \times 2,5\ \%] = 10\ 850\ \text{F}$ .

15/05/2001 : Aucun solde n'est dû au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 28 février 2001, l'acompte payable au 15/02/2001 ayant été correctement réduit.

- *3ème hypothèse : clôture au 31 mai 2001*

Le montant des recettes nettes perçues au cours de l'exercice s'élève à 527 000 F.

30/04/2001 : Dépôt de la déclaration de résultat (période d'imposition 01/01/2000 - 31/12/2000).

15/05/2001 : Paiement de l'acompte dû au titre de l'exercice clos le 31 mai 2001 soit  $[360\ 000\ \text{F} \times 2,5\ \%] = 9\ 000\ \text{F}$  qui peut être réduit à  $[527\ 000 - 372\ 000] \times 2,5\ \% = 3\ 875\ \text{F}$ .  
Paiement de la contribution due au titre de la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 soit  $[372\ 000 \times 2,5\ \%] = 9\ 300\ \text{F}$ .

15/05/2002 : Paiement de l'acompte au titre de l'exercice clos le 31 mai 2002 soit  $[527\ 000 \times 2,5\ \%] = 13\ 175\ \text{F}$ .

15/05/2001 : Aucun solde n'est dû au titre de la période d'imposition allant du 1er janvier au 31 mai 2001, l'acompte payable au 15/05/2001 ayant été correctement réduit.

ANNEXE N° 6 : Notice explicative concernant les redevables relevant de l'article 234 quater du code général des impôts.

**OBLIGATIONS DÉCLARATIVES DES PERSONNES MORALES OU  
ORGANISMES SOUMIS A L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL  
(Art. 234 quater du CGI)

CONTRIBUTION ADDITIONNELLE A LA CONTRIBUTION ANNUELLE  
REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL  
(Art. 234 nonies du CGI)

I. CHAMP D'APPLICATION

**Le champ d'application est identique à celui du droit de bail.**

- a) **La contribution représentative du droit de bail** est applicable sur les revenus retirés de la location ou sous-location d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèle, de droits de chasse ou de droits de pêche.

Sont notamment **exonérés** de cette contribution :

- les revenus des locations dont le montant annuel n'excède pas 12 000 F ou 1 829,39 E ;
- les revenus provenant des locations qui donnent lieu au paiement de la TVA ;
- les revenus des locations consenties à l'État ou aux établissements publics nationaux, scientifiques, d'enseignement, d'assistance ou de bienfaisance ;
- les revenus des locations ou sous-locations à vie ou à durée illimitée, sauf lorsqu'elles concernent des droits de pêche ou des droits de chasse ;
- les locations consenties à titre gratuit ;
- les logements vacants.

**Précision concernant l'application du seuil de 12 000 F ou 1 829,39 E.**

Lorsqu'un immeuble comporte plusieurs locaux ou appartements, l'exonération s'applique pour chacune des locations dont le montant **annuel** n'excède pas 12 000 F ou 1 829,39 E, c'est à dire local par local ou appartement par appartement. La partie du loyer afférente aux locaux accessoires (caves, garages,...) est couverte par le même seuil d'exonération dès lors que ces locaux font l'objet d'un même bail conclu entre le propriétaire et le locataire.

Si la location est d'une durée inférieure à 12 mois, la limite d'exonération doit être ajustée au prorata du temps de location au cours de l'exercice social de 12 mois. Si la durée de l'exercice est supérieure ou inférieure à 12 mois, le seuil de 12 000 F sera ajusté au prorata du temps.

## ANNEXE N° 6 (suite)

*Pour la détermination de la contribution due en 1999 au titre de la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998 et pour un exercice clos au 31 décembre 1998, le seuil applicable est de 3 000 F ou 457,35 E.*

**Exemple :**

- Une SARL a loué un logement pendant 2 mois au cours de la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998 pour 2 000 F par mois, soit 4 000 F de recettes.

La limite de l'exonération étant de 3 000 F, la SARL devra soumettre les recettes à la contribution.

- b) La **contribution additionnelle** est applicable aux revenus provenant des locations d'immeubles achevés depuis au moins 15 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, soit au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

En sont notamment **exonérés les revenus provenant :**

- des locations exonérées de la contribution représentative du droit de bail;
- des locaux d'habitation faisant partie d'une exploitation agricole;

**II. ASSIETTE DES CONTRIBUTIONS**

L'assiette de la contribution représentative du droit de bail est différente de l'assiette de l'ancien droit de bail.

La contribution est assise sur le montant des **recettes nettes perçues** au cours de l'exercice ou de la période d'imposition.

**a) Recettes nettes perçues**

Les recettes sont égales à :

- l'ensemble des sommes encaissées au titre de la location ou des biens en nature qui lui sont remis au cours de la période d'imposition (loyers en principal (y compris les arriérés de loyers et les loyers perçus d'avance) et provisions pour charges, notamment, à l'exclusion du droit de bail et de la contribution annuelle représentative du droit de bail réclamés au locataire) ;

**AUGMENTE**

- du montant des dépenses incombant au propriétaire et mises par convention à la charge des locataires (dépenses de réparations autres que locatives, primes d'assurance contre les risques dont le propriétaire est responsable, impôts afférents à la propriété, tout ou partie, le cas échéant, de la taxe additionnelle au droit de bail et de la contribution additionnelle à la contribution annuelle représentative du droit de bail, dont le locataire est tenu au paiement par une clause expresse du bail) ;

## ANNEXE N° 6 (suite)

DIMINUE

- du montant des dépenses supportées par le propriétaire pour le compte du locataire (frais de chauffage, d'éclairage, d'eau, de location de compteurs, taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

**b) Période d'imposition**

**La période d'imposition de la contribution représentative du droit de bail est différente de celle de l'ancien droit de bail.**

La période d'imposition des personnes morales ou organismes soumis à l'IS est l'exercice social.

**III. TAUX DES CONTRIBUTIONS**

**Les taux identiques à ceux du droit de bail, sont les suivants :**

- taux de la contribution représentative du droit de bail = 2,50 % ;
- taux de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail = 2,50 % ;
- taux de la contribution représentative du droit de bail sur certains droits de chasse ou de pêche = 18 %.

**IV - Modalités déclaratives**

Les personnes morales ou organismes doivent indiquer sur la déclaration de résultats n° 2065 :

- le montant des recettes nettes perçues passibles de la contribution représentative du droit de bail de 2,50 %
- le montant des recettes nettes perçues passibles de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail de 2,50 %

**N.B. :** Les revenus des baux écrits de biens ruraux et les locations de droits de chasse ou de pêche en cours au **31 décembre 1998** n'ont pas à être déclarés.

*Pour les déclarations déposées en 1999, seront soumises à la contribution les recettes nettes perçues à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1998. L'assiette est **diminuée** des recettes qui ont été soumises au droit de bail au titre d'une période antérieure au 1<sup>er</sup> octobre 1998 mais qui ont été perçues après cette date. L'assiette est **majorée** des recettes qui se rapportent à une période de location ou de sous-location postérieure au 30 septembre 1998 lorsqu'elles ont été perçues antérieurement à cette date.*

Pour les années postérieures, seront soumises à la contribution les recettes nettes perçues au **cours de l'intégralité de l'exercice social.**

## ANNEXE N° 6 (suite)

V - Modalités d'imposition

Principes : l'article 234 quater du CGI précise que la contribution doit être acquittée par les personnes morales ou organismes auprès du comptable du Trésor, au plus tard à la date prévue pour le dépôt de la déclaration de résultats n° 2065. Un acompte, égal à 2,50 % des revenus de location perçus au cours de l'exercice n - 1, doit être payé au plus tard à la date prévue pour le dernier acompte d'impôt sur les sociétés.

Il est rappelé que l'article 8 du Code de commerce impose que les comptes soient arrêtés tous les ans ; il en résulte que la durée normale de l'exercice est de douze mois. Cependant, à titre exceptionnel, la durée d'un exercice peut être inférieure ou supérieure à 12 mois.

Pour tenir compte de ces possibilités, les différents cas de figure possibles sont présentés ci-dessous.

1. Cas général : exercice social de 12 mois

- a) Le tableau ci-dessous reprend les obligations des entreprises, assujetties à la contribution, qui ont clos leur exercice au cours de l'année **1998**. Seules sont concernées les entreprises qui ont clôturé leur exercice social entre le 1<sup>er</sup> octobre 1998 et le 31 décembre 1998 ; les entreprises qui ont clôturé entre le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et le 30 septembre 1998 ne sont pas assujetties à la contribution pour cette période.

Date de clôture de l'exercice	Date limite du dépôt de la déclaration	Assiette de l'acompte	Date limite de paiement de l'acompte	Assiette de la contribution	Date limite de paiement du solde
31 octobre 1998	31 janvier 1999	-	-	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 octobre 1998	15 septembre 1999
30 novembre 1998	28 février 1999	-	-	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 novembre 1998	15 septembre 1999
31 décembre 1998	30 avril 1999	-	-	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998	15 septembre 1999

## ANNEXE N° 6 (suite)

b) Le tableau ci-dessous reprend les obligations des entreprises, assujetties à la contribution, qui ont clos leur exercice au cours de l'année 1999.

Date de clôture de l'exercice	Date limite du dépôt de la déclaration	Assiette de l'acompte (1)	Date limite de paiement de l'acompte	Assiette de la contribution	Date limite de paiement du solde
31 janvier 1999	30 avril 1999	-	-	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 janvier 1999	15 septembre 1999
28 février 1999	31 mai 1999	-	-	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 28 février 1999	15 septembre 1999
31 mars 1999	30 juin 1999	-	-	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 mars 1999	15 septembre 1999
30 avril 1999	31 juillet 1999	-	-	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 avril 1999	15 septembre 1999
31 mai 1999	31 août 1999	-	-	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 mai 1999	15 septembre 1999
30 juin 1999	30 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> juillet 1997 au 30 juin 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 juin 1999	15 octobre 1999
31 juillet 1999	31 octobre 1999	du 1 <sup>er</sup> août 1997 au 31 juillet 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 juillet 1999	15 novembre 1999
31 août 1999	30 novembre 1999	du 1 <sup>er</sup> septembre 1997 au 31 août 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 août 1999	15 décembre 1999
30 septembre 1999	31 décembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1997 au 30 septembre 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 septembre 1999	15 janvier 2000
31 octobre 1999	31 janvier 2000	du 1 <sup>er</sup> novembre 1997 au 31 octobre 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> novembre 1998 au 31 octobre 1999	15 février 2000
30 novembre 1999	29 février 2000	du 1 <sup>er</sup> décembre 1997 au 30 novembre 1998	15 décembre 1999	du 1 <sup>er</sup> décembre 1998 au 30 novembre 1999	15 mars 2000
31 décembre 1999	31 mars 2000	du 1 <sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 1998	15 décembre 1999	du 1 <sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 1999	15 avril 2000

(1) L'article 234 quater III dispose que si le montant de l'acompte est supérieur à la contribution dont l'entreprise prévoit qu'elle sera finalement redevable, cette dernière peut réduire son versement à concurrence de l'excédent estimé.

## ANNEXE N° 6 (suite)

- c) Le tableau ci-dessous reprend les obligations des entreprises, assujetties à la contribution, qui ont clos leur exercice au cours de l'année 2000.

Date de clôture de l'exercice	Date limite du dépôt de la déclaration	Assiette de l'acompte (1)	Date limite de paiement de l'acompte	Assiette de la contribution	Date limite de paiement du solde
31 janvier 2000	30 avril 2000	du 1 <sup>er</sup> février 1998 au 31 janvier 1999	15 décembre 1999	du 1 <sup>er</sup> février 1999 au 31 janvier 2000	15 mai 2000
28 février 2000	31 mai 2000	du 1 <sup>er</sup> mars 1998 au 28 février 1999	15 mars 2000	du 1 <sup>er</sup> mars 1999 au 28 février 2000	15 juin 2000
31 mars 2000	30 juin 2000	du 1 <sup>er</sup> avril 1998 au 31 mars 1999	15 mars 2000	du 1 <sup>er</sup> avril 1999 au 31 mars 2000	15 juillet 2000
30 avril 2000	31 juillet 2000	du 1 <sup>er</sup> mai 1998 au 30 avril 1999	15 mars 2000	du 1 <sup>er</sup> mai 1999 au 30 avril 2000	15 août 2000
31 mai 2000	31 août 2000	du 1 <sup>er</sup> juin 1998 au 31 mai 1999	15 juin 2000	du 1 <sup>er</sup> juin 1999 au 31 mai 2000	15 septembre 2000
30 juin 2000	30 septembre 2000	du 1 <sup>er</sup> juillet 1998 au 30 juin 1999	15 juin 2000	du 1 <sup>er</sup> juillet 1999 au 30 juin 2000	15 octobre 2000
31 juillet 2000	31 octobre 2000	du 1 <sup>er</sup> août 1998 au 31 juillet 1999	15 juin 2000	du 1 <sup>er</sup> août 1999 au 31 juillet 2000	15 novembre 2000
31 août 2000	30 novembre 2000	du 1 <sup>er</sup> septembre 1998 au 31 août 1999	15 septembre 2000	du 1 <sup>er</sup> septembre 1999 au 31 août 2000	15 décembre 2000
30 septembre 2000	31 décembre 2000	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 septembre 1999	15 septembre 2000	du 1 <sup>er</sup> octobre 1999 au 30 septembre 2000	15 janvier 2001
31 octobre 2000	31 janvier 2001	du 1 <sup>er</sup> novembre 1998 au 31 octobre 1999	15 septembre 2000	du 1 <sup>er</sup> novembre 1999 au 31 octobre 2000	15 février 2001
30 novembre 2000	28 février 2001	du 1 <sup>er</sup> décembre 1998 au 30 novembre 1999	15 décembre 2000	du 1 <sup>er</sup> décembre 1999 au 30 novembre 2000	15 mars 2001
31 décembre 2000	31 mars 2001	du 1 <sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 1999	15 décembre 2000	du 1 <sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000	15 avril 2001

(1) L'article 234 quater III dispose que si le montant de l'acompte est supérieur à la contribution dont l'entreprise prévoit qu'elle sera finalement redevable, cette dernière peut réduire son versement à concurrence de l'excédent estimé.

## 2. Cas particuliers

### a) Absence de clôture en cours d'année

(exercice de plus de 12 mois ou entreprise nouvelle)

Pour les entreprises qui n'ont procédé à **aucune clôture d'exercice au cours de l'année 1998**, un bilan doit être établi depuis la fin de la dernière période imposée jusqu'au 31 décembre 1998. La contribution afférente à la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998, sera acquittée au plus tard le **15 septembre 1999**. Lors du dépôt de la déclaration de résultats, la contribution initialement payée au titre de la période imposable de 1998 viendra en déduction de la contribution due au titre de l'exercice social. Pour connaître les dates de versement des acomptes et du solde, il conviendra de se reporter aux tableaux pages 5 et 6 de la présente notice.

## ANNEXE N° 6 (suite et fin)

Dans le cas d'entreprise nouvelle qui n'a procédé à **aucune clôture d'exercice au cours de l'année 1998**, la contribution sera déterminée, lors de la clôture de l'exercice en 1999, pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 (ou de début de l'activité si elle est postérieure au 1<sup>er</sup> octobre 1998) à la date de clôture. Pour connaître les dates de versement des acomptes et du solde, il conviendra de se reporter aux tableaux pages 5 et 6 de la présente notice.

**b) Exercice de moins de 12 mois avec clôture en cours d'année**

Pour ces entreprises, dès lors, que la clôture intervient entre le 1<sup>er</sup> octobre 1998 et le 31 décembre 1998, la contribution due pour cette période devra être acquittée au plus tard le 15 septembre 1999.

**c) Bordereau-avis de versement à remettre au comptable du Trésor à l'appui du paiement**

*Les sociétés ou groupements qui clôtureront leur exercice au cours des mois d'octobre 1998 à octobre 1999, devront verser le 15 septembre 1999 au plus tard la contribution (pour les clôtures intervenant d'octobre 1998 à mai 1999) ou l'acompte de contribution (pour les clôtures intervenant de juin à octobre 1999). Elles devront en effectuer le paiement au comptable du Trésor auprès duquel elles s'acquittent habituellement de l'impôt sur les sociétés, en joignant un bordereau-avis de versement (qu'elles pourront se procurer dans les centres des impôts ou les trésoreries), dûment complété.*

*Ces bordereaux-avis sont des documents spécifiques à la contribution; cette contribution ne devra en aucun cas être liquidée sur les bordereaux-avis d'impôt sur les sociétés et de contributions assises sur l'impôt sur les sociétés.*

Après initialisation des fichiers, ces documents leur seront adressés, comme en matière d'impôt sur les sociétés, préidentifiés, par ce service en fonction des dates de clôture des exercices.

ANNEXE N° 7 : Notice explicative concernant les redevables relevant de l'article 234 quinquies du code général des impôts.

**OBLIGATIONS DÉCLARATIVES DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES  
OU DES GROUPEMENTS SOUMIS A L'IMPÔT SUR LE REVENU  
(CATÉGORIE BIC / BA / BNC)**

CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL  
(Art. 234 quinquies du CGI)

CONTRIBUTION ADDITIONNELLE A LA CONTRIBUTION ANNUELLE  
REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL  
(Art. 234 nonies du CGI)

I. CHAMP D'APPLICATION

Le champ d'application est identique à celui du droit de bail.

- a) La contribution représentative du droit de bail est applicable sur les revenus retirés de la location ou sous-location d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèle, de droits de chasse ou de droits de pêche.

Sont notamment exonérés de cette contribution :

- les revenus des locations dont le montant annuel n'excède pas 12 000 F ou 1 829,39 E ;
- les revenus provenant des locations qui donnent lieu au paiement de la TVA ;
- les revenus des locations consenties à l'État ou aux établissements publics nationaux, scientifiques, d'enseignement, d'assistance ou de bienfaisance ;
- les revenus des locations ou sous-locations à vie ou à durée illimitée, sauf lorsqu'elles concernent des droits de pêche ou des droits de chasse ;
- les locations consenties à titre gratuit ;
- les logements vacants.

Précision concernant l'application du seuil de 12 000 F ou 1 829,39 E

Lorsqu'un immeuble comporte plusieurs locaux ou appartements, l'exonération s'applique pour chacune des locations dont le montant annuel n'excède pas 12 000 F ou 1 829,39 E, c'est à dire local par local ou appartement par appartement. La partie du loyer afférente aux locaux accessoires (caves, garages, ...) est couverte par le même seuil d'exonération dès lors que ces locaux font l'objet d'un même bail conclu entre le propriétaire et le locataire.

Si la location est d'une durée inférieure à 12 mois, la limite d'exonération doit être ajustée au prorata du temps de location au cours de l'exercice social de 12 mois. Si la durée de l'exercice est supérieure ou inférieure à 12 mois, le seuil de 12 000 F sera ajusté au prorata du temps.

*Pour la détermination de la contribution due en 1999 au titre de la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998 et pour un exercice clos au 31 décembre 1998, le seuil applicable est de 3 000 F ou 457,35 E.*

**Exemple :**

Une SNC a loué un logement pendant 2 mois au cours de la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998 pour 2 000 F par mois, soit 4 000 F de recettes.

La limite de l'exonération étant de 3 000 F, la SNC devra soumettre les recettes à la contribution.

- 1 -

## ANNEXE N° 7 (suite)

- b) La contribution additionnelle est applicable aux revenus provenant des locations d'immeubles achevés depuis au moins 15 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, soit au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

En sont notamment exonérés les revenus provenant :

- des locations exonérées de la contribution représentative du droit de bail ;
- des locaux d'habitation faisant partie d'une exploitation agricole.

## II. ASSIETTE DES CONTRIBUTIONS

L'assiette de la contribution représentative du droit de bail est différente de l'assiette de l'ancien droit de bail.

La contribution est assise sur le montant des recettes nettes perçues au cours de l'exercice ou de la période d'imposition.

### a) Recettes nettes perçues

Les recettes sont égales à :

- l'ensemble des sommes encaissées au titre de la location ou des biens en nature qui lui sont remis au cours de la période d'imposition (loyers en principal (y compris les arriérés de loyers et les loyers perçus d'avance) et provisions pour charges, notamment, à l'exclusion du droit de bail, de la taxe additionnelle et de ces nouvelles contributions) ;

AUGMENTÉ

- du montant des dépenses incombant au propriétaire et mises par convention à la charge des locataires (dépenses de réparations autres que locatives, primes d'assurance contre les risques dont le propriétaire est responsable, impôts afférents à la propriété dont le locataire est tenu au paiement par une clause expresse du bail) ;

DIMINUÉ

- du montant des dépenses supportées par le propriétaire pour le compte du locataire (frais de chauffage, d'éclairage, d'eau, de location de compteurs, taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

### b) Période d'imposition

La période d'imposition de la contribution représentative du droit de bail est différente de celle de l'ancien droit de bail.

La période d'imposition des sociétés de personnes et groupements soumis à l'impôt sur le revenu est l'exercice social.

## III. TAUX DES CONTRIBUTIONS

Les taux identiques à ceux du droit de bail, sont les suivants :

- taux de la contribution représentative du droit de bail = 2,50 % ;
- taux de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail = 2,50 % ;
- taux de la contribution représentative du droit de bail sur certains droits de chasse ou de pêche = 18 %.

## ANNEXE N° 7 (suite)

### IV. MODALITÉS DÉCLARATIVES

Les sociétés ou groupements doivent indiquer sur la déclaration de résultats n° 2031/BIC, 2035/BNC, 2342, 2136, 2139 ou 2143/BA :

- le montant des recettes nettes perçues passibles de la contribution représentative du droit de bail de 2,50 % ;
- le montant des recettes nettes perçues passibles de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail de 2,50 %.

N.B. : les revenus des baux écrits de biens ruraux et les locations de droits de chasse ou de pêche en cours au 31 décembre 1998 n'ont pas à être déclarés.

*Pour les déclarations déposées en 1999 (exercices clos en 1998), seront soumises à la contribution les recettes nettes perçues à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1998. L'assiette est diminuée des recettes qui ont été soumises au droit de bail au titre d'une période antérieure au 1<sup>er</sup> octobre 1998 mais qui ont été perçues après cette date. L'assiette est majorée des recettes qui se rapportent à une période de location ou de sous-location postérieure au 30 septembre 1998 lorsqu'elles ont été perçues antérieurement à cette date.*

*Ces règles seront également appliquées pour les déclarations déposées en 2000 (exercices ouverts en 1998 et clos en 1999).*

Pour les années postérieures, seront soumises à la contribution les recettes nettes perçues au cours de l'intégralité de l'exercice social.

### V. MODALITÉS D'IMPOSITION

Principes : L'article 234 quinquies du CGI précise que la contribution doit être acquittée par sociétés ou groupements, auprès du comptable du Trésor, au plus tard à la date prévue pour le dépôt de la déclaration de résultats n°s 2031, 2035, 2136, 2139 ou 2143 (date limite de dépôt le 30 avril) ou n° 2342 (date limite de dépôt le 31 mars). Un acompte, égal à 100 % de la contribution due au titre de l'exercice n - 1, doit être payé au plus tard le dernier jour de l'avant-dernier mois de l'exercice.

Application : En période normale, les sociétés ou groupements recevront des bordereaux-avis préidentifiés par la Comptabilité publique. Compte tenu des régimes d'imposition et de la date de clôture des exercices, la date de paiement de l'acompte et du solde peut varier au cours de l'année. Les tableaux ci-dessous regroupent ces différentes obligations.

#### A. Déclarations souscrites au 30 avril

(BIC n° 2031 - BNC n° 2035 - BA n°s 2136, 2139 ou 2143)

Il est rappelé que l'article 8 du Code de commerce impose que les comptes soient arrêtés tous les ans ; il en résulte que la durée normale de l'exercice est de douze mois. Cependant, à titre exceptionnel, la durée d'un exercice peut être inférieure ou supérieure à douze mois.

Pour tenir compte de ces possibilités, les différents cas de figure possibles sont présentés ci-dessous.

##### 1. Cas général : exercice social de 12 mois

Les 3 tableaux ci-dessous récapitulent, en fonction de la date de clôture de l'exercice d'une durée de 12 mois, les obligations de ces sociétés qui doivent souscrire obligatoirement leur déclaration de résultats le 30 avril.

## ANNEXE N° 7 (suite)

- a) le 1<sup>er</sup> tableau récapitule les obligations des sociétés de personnes, assujetties à la contribution, qui sont tenues de déposer leurs déclarations de résultats avant le 30 avril 1999 (sont concernées les seules entreprises qui clôturent leur exercice social entre le 1<sup>er</sup> octobre 1998 et le 31 décembre 1998 ; les entreprises qui clôturent entre le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et le 30 septembre 1998 ne sont pas assujetties à la contribution pour cette période). Elles doivent payer le solde de la contribution avant le 15 septembre 1999.

Date de clôture de l'exercice	Assiette de l'acompte de la contribution	Date limite de paiement de l'acompte	Assiette de la contribution	Date limite de paiement du solde
31 octobre 1998	---	--	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 octobre 1998	15 septembre 1999
30 novembre 1998	--	--	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 novembre 1998	15 septembre 1999
31 décembre 1998	--	--	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998	15 septembre 1999

- b) Le 2<sup>ème</sup> tableau récapitule les obligations des sociétés de personnes, assujetties à la contribution, qui clôturent leur exercice au cours de l'année 1999. Ces entreprises seront tenues de déposer leur déclaration de résultats avant le 30 avril 2000 et de payer le solde de la contribution avant le 15 mai 2000.

Date de clôture de l'exercice	Assiette de l'acompte de la contribution (1)	Date limite de paiement de l'acompte	Assiette de la contribution	Date limite de paiement du solde
31 janvier 1999	du 1 <sup>er</sup> février 1997 au 31 janvier 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 janvier 1999	15 mai 2000
28 février 1999	du 1 <sup>er</sup> mars 1997 au 28 février 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 28 février 1999	15 mai 2000
31 mars 1999	du 1 <sup>er</sup> avril 1997 au 31 mars 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 mars 1999	15 mai 2000
30 avril 1999	du 1 <sup>er</sup> mai 1997 au 30 avril 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 avril 1999	15 mai 2000
31 mai 1999	du 1 <sup>er</sup> juin 1997 au 31 mai 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 mai 1999	15 mai 2000
30 juin 1999	du 1 <sup>er</sup> juillet 1997 au 30 juin 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 juin 1999	15 mai 2000
31 juillet 1999	du 1 <sup>er</sup> août 1997 au 31 juillet 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 juillet 1999	15 mai 2000
31 août 1999	du 1 <sup>er</sup> septembre 1997 au 31 août 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 août 1999	15 mai 2000
30 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1997 au 30 septembre 1998	15 septembre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 septembre 1999	15 mai 2000
31 octobre 1999	du 1 <sup>er</sup> novembre 1997 au 31 octobre 1998	15 octobre 1999	du 1 <sup>er</sup> novembre 1998 au 31 octobre 1999	15 mai 2000
30 novembre 1999	du 1 <sup>er</sup> décembre 1997 au 30 novembre 1998	15 novembre 1999	du 1 <sup>er</sup> décembre 1998 au 30 novembre 1999	15 mai 2000
31 décembre 1999	du 1 <sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 1998	15 décembre 1999	du 1 <sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 1999	15 mai 2000

(1) L'article 234 quater III précise que le montant de l'acompte peut être réduit si la contribution due est inférieure à l'acompte.

- 4 -

## ANNEXE N° 7 (suite)

- c) Le 3<sup>ème</sup> tableau récapitule les obligations des sociétés de personnes, assujetties à la contribution, qui clôturent leur exercice au cours de l'année 2000. Ces entreprises seront tenues de déposer leur déclaration de résultats avant le 30 avril 2001 et de payer le solde de la contribution avant le 15 mai 2001.

Date de clôture de l'exercice	Assiette de l'acompte de la contribution (1)	Date limite de paiement de l'acompte	Assiette de la contribution	Date limite de paiement du solde
31 janvier 2000	du 1 <sup>er</sup> février 1998 au 31 janvier 1999	15 janvier 2000	du 1 <sup>er</sup> février 1999 au 31 janvier 2000	15 mai 2001
28 février 2000	du 1 <sup>er</sup> mars 1998 au 28 février 1999	15 février 2000	du 1 <sup>er</sup> mars 1999 au 29 février 2000	15 mai 2001
31 mars 2000	du 1 <sup>er</sup> avril 1998 au 31 mars 1999	15 mars 2000	du 1 <sup>er</sup> avril 1999 au 31 mars 2000	15 mai 2001
30 avril 2000	du 1 <sup>er</sup> mai 1998 au 30 avril 1999	15 avril 2000	du 1 <sup>er</sup> mai 1999 au 30 avril 2000	15 mai 2001
31 mai 2000	du 1 <sup>er</sup> juin 1998 au 31 mai 1999	15 mai 2000	du 1 <sup>er</sup> juin 1999 au 31 mai 2000	15 mai 2001
30 juin 2000	du 1 <sup>er</sup> juillet 1998 au 30 juin 1999	15 juin 2000	du 1 <sup>er</sup> juillet 1999 au 30 juin 2000	15 mai 2001
31 juillet 2000	du 1 <sup>er</sup> août 1998 au 31 juillet 1999	15 juillet 2000	du 1 <sup>er</sup> août 1999 au 31 juillet 2000	15 mai 2001
31 août 2000	du 1 <sup>er</sup> septembre 1998 au 31 août 1999	15 août 2000	du 1 <sup>er</sup> septembre 1999 au 31 août 2000	15 mai 2001
30 septembre 2000	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 30 septembre 1999	15 septembre 2000	du 1 <sup>er</sup> octobre 1999 au 30 septembre 2000	15 mai 2001
31 octobre 2000	du 1 <sup>er</sup> novembre 1998 au 31 octobre 1999	15 octobre 2000	du 1 <sup>er</sup> novembre 1999 au 31 octobre 2000	15 mai 2001
30 novembre 2000	du 1 <sup>er</sup> décembre 1998 au 30 novembre 1999	15 novembre 2000	du 1 <sup>er</sup> décembre 1999 au 30 novembre 2000	15 mai 2001
31 décembre 2000	du 1 <sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 1999	15 décembre 2000	du 1 <sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000	15 mai 2001

- (1) L'article 234 quater III précise que le montant de l'acompte peut être réduit si la contribution due est inférieure à l'acompte.

## 2. Cas particuliers

- a) Absence de clôture en cours d'année  
(exercice de plus de 12 mois ou entreprise nouvelle)

Pour les entreprises qui n'ont procédé à aucune clôture d'exercice au cours de l'année 1998, un bilan doit être établi depuis la fin de la dernière période imposée ou, dans le cas d'entreprise nouvelle, depuis le commencement des opérations jusqu'au 31 décembre 1998. La contribution sera due pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998 ou, pour les entreprises nouvelles, pour la période du début de l'activité (si elle est postérieure au 1<sup>er</sup> octobre 1998) jusqu'au 31 décembre 1998. La contribution afférente à cette période sera acquittée avant le 15 septembre 1999. Lors du dépôt de la déclaration de résultats, la contribution initialement payée au titre de la portion imposable de l'année 1998 viendra en déduction de la contribution due au titre de l'exercice social clos. Pour connaître les dates de versement des acomptes et du solde, il conviendra de se reporter aux tableaux 2 et 3.

## ANNEXE N° 7 (suite et fin)

## b) Exercice de moins de 12 mois avec clôture en cours d'année

Pour ces entreprises, dès lors que la clôture intervient entre le 1<sup>er</sup> octobre 1998 et le 31 décembre 1998, la contribution due pour cette période devra être acquittée avant le 15 septembre 1999.

## 3. Documents à souscrire pour effectuer le paiement auprès de la Comptabilité publique

*Les sociétés ou groupements qui clôtureront leur exercice au cours de la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 30 septembre 1999 devront déposer, soit le bordereau-avis de liquidation avant le 15 septembre 1999, soit le bordereau-avis de versement d'acompte avant le 15 décembre 1999, accompagnés du versement, auprès du poste comptable dont les coordonnées leur seront communiquées par le centre des impôts. Pour connaître l'échéancier en fonction de la clôture de l'exercice, il convient de se reporter aux tableaux 1 et 2. Ces documents seront à leur disposition dans les centres des impôts et dans les services de la Comptabilité publique au cours du mois de juin 1999.*

Après initialisation des fichiers de la Comptabilité publique, ces documents leur seront adressés, préidentifiés, par ce service en fonction des dates de clôture des exercices.

B. Déclaration souscrite au 31 mars (uniquement les déclarations de forfait BA n° 2342)

Le tableau récapitule les obligations des sociétés personnes, assujetties à la contribution, qui souscrivent la déclaration n° 2342 BA forfait. La période d'imposition correspond toujours à l'année civile.

*Pour la contribution 1998, l'assiette portera sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998. La déclaration de résultats sera déposée avant le 31 mars 1999, la contribution devant être acquittée avant le 15 septembre 1999.*

Pour la contribution 1999, l'assiette portera sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 1999. La déclaration de résultats sera déposée avant le 31 mars 2000 ; l'acompte sera acquitté avant le 15 décembre 1999 et le solde avant le 15 mars 2000.

*Pour les sociétés ou groupements devant acquitter la contribution avant le 15 septembre 1999 ainsi que l'acompte avant le 15 décembre 1999, des bordereaux-avis de versement seront à leur disposition dans les centres des impôts et dans les services de la Comptabilité publique. Ces documents devront être adressés, accompagnés du versement, au poste comptable qui leur sera communiqué par les centres des impôts.*

Après initialisation des fichiers de la Comptabilité publique, ces documents leur seront adressés, préidentifiés, par ce service au cours du mois de février pour le solde et du mois de novembre pour l'acompte.

## ANNEXE N° 8 : Notice explicative concernant les sociétés civiles immobilières.

**OBLIGATIONS DÉCLARATIVES DES SCI****CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL**  
(Art. 234 quinquies du CGI)**CONTRIBUTION ADDITIONNELLE A LA CONTRIBUTION  
ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL**  
(Art. 234 nonies du CGI)**I. CHAMP D'APPLICATION**

Le champ d'application est identique à celui du droit de bail.

- a) La contribution représentative du droit de bail est applicable aux revenus retirés de la location ou sous-location d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèle, de droits de chasse ou de droits de pêche.

Sont notamment **exonérés** de cette contribution :

- les revenus des locations dont le montant annuel n'excède pas 12 000 F ou 1 829,39 E ;
- les revenus provenant des locations qui donnent lieu au paiement de la TVA ;
- les revenus des locations consenties à l'Etat ou aux établissements publics nationaux, scientifiques, d'enseignement, d'assistance ou de bienfaisance ;
- les revenus des locations ou sous-locations à vie ou à durée illimitée, sauf lorsqu'elles concernent des droits de pêche ou des droits de chasse ;
- les locations consenties à titre gratuit ;
- les logements vacants.

**Précision concernant l'application du seuil de 12 000 F ou 1 829,39 E**

Lorsqu'un immeuble comporte plusieurs locaux ou appartements, l'exonération s'applique pour chacune des locations dont le montant **annuel** n'excède pas 12 000 F ou 1 829,39 E, c'est-à-dire local par local ou appartement par appartement. La partie du loyer afférente aux locaux accessoires (caves, garages, ...) est couverte par le même seuil d'exonération, dès lors que ces locaux font l'objet d'un même bail conclu entre le propriétaire et le locataire.

Si la location est d'une durée inférieure à un an, la limite d'exonération doit être ajustée au prorata du temps de location au cours de l'année.

*Pour la détermination de la contribution due en 1999 au titre de la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998, le seuil applicable est de 3 000 F ou 457,35 E.*

## ANNEXE N° 8 (suite)

**Exemple :**

La SCI a loué un logement pendant 2 mois au cours de la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998 pour 2 000 F par mois, soit 4 000 F de recettes.

La limite de l'exonération étant de 3 000 F, la SCI devra soumettre les recettes à la contribution.

- b) **La contribution additionnelle** est applicable aux revenus provenant des locations d'immeubles achevés depuis au moins 15 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, soit au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

En sont notamment exonérés les revenus provenant :

- des locations exonérées de la contribution représentative du droit de bail ;
- des locaux d'habitation faisant partie d'une exploitation agricole.

II. ASSIETTE DES CONTRIBUTIONS

L'assiette de la contribution représentative du droit de bail est différente de l'assiette de l'ancien droit de bail.

La contribution est assise sur le montant des **recettes nettes perçues** au cours de l'année civile ou de la période d'imposition.

a) **Recettes nettes perçues**

Les recettes sont égales à :

- l'ensemble des sommes encaissées au titre de la location ou des biens en nature qui lui sont remis au cours de la période d'imposition [loyers en principal (y compris les arriérés de loyers et les loyers perçus d'avance) et provisions pour charges, notamment, à l'exclusion du droit de bail, de la taxe additionnelle et de ces nouvelles contributions] ;

augmenté :

- du montant des dépenses incombant au propriétaire et mises par convention à la charge des locataires (dépenses de réparations autres que locatives, primes d'assurance contre les risques dont le propriétaire est responsable, impôts afférents à la propriété dont le locataire est tenu au paiement par une clause expresse du bail) ;

diminué :

- du montant des dépenses supportées par le propriétaire pour le compte du locataire (frais de chauffage, d'éclairage, d'eau, de location de compteurs, taxe d'enlèvement des ordures ménagères, ...).

b) **Période d'imposition**

La période d'imposition de la contribution représentative du droit de bail est différente de celle de l'ancien droit de bail.

La période d'imposition des SCI est l'exercice social qui coïncide obligatoirement avec l'année civile.

## ANNEXE N° 8 (suite)

*Pour l'année 1998, les loyers ayant servi de base à l'ancien droit de bail sont exonérés de la contribution. La période d'imposition sera donc, ainsi déterminée :*

- pour les SCI ayant exercé leur activité au cours de l'année civile 1998 : période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998 ;*
- pour les SCI ayant cessé leur activité au cours des 3 derniers mois de 1998 : période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 à la date de cessation ;*
- pour les SCI ayant débuté leur activité au cours des 3 derniers mois de 1998 : période du début de l'activité au 31 décembre 1998.*

III. TAUX DES CONTRIBUTIONS

Les taux de la contribution sont identiques à ceux du droit de bail.

Les taux sont les suivants :

- taux de la contribution représentative du droit de bail = 2,50 % ;
- taux de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail = 2,50 % ;
- taux de la contribution représentative du droit de bail sur certains droits de chasse ou de pêche = 18 %.

IV. MODALITÉS DÉCLARATIVES

Les SCI doivent indiquer sur la déclaration de résultats n° 2072 (millésime 1999 pour les revenus de 1998) :

- le montant des recettes nettes perçues passibles de la contribution représentative du droit de bail de 2,50 % ;
- le montant des recettes nettes perçues passibles de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail de 2,50 %.

N.B. : Les revenus des baux écrits de biens ruraux et les locations de droits de chasse ou de pêche en cours au **31 décembre 1998** n'ont pas à être déclarés.

*Pour l'année 1998, seront soumises à la contribution les recettes nettes perçues à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1998. L'assiette est **diminuée** des recettes qui ont été soumises au droit de bail au titre d'une période antérieure au 1<sup>er</sup> octobre 1998 mais qui ont été perçues après cette date. L'assiette est **majorée** des recettes qui se rapportent à une période de location ou de sous-location postérieure au 30 septembre 1998 lorsqu'elles ont été perçues antérieurement à cette date.*

Pour les années postérieures, seront soumises à la contribution les recettes nettes perçues du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année en cours.

## ANNEXE N° 8 (suite et fin)

V. Modalités d'impositiona) **Principes**

La contribution doit être acquittée par la SCI auprès du comptable du Trésor, au plus tard à la date prévue pour le dépôt de la déclaration de résultats n° 2072 (date limite de dépôt le 28 février). Un acompte, égal à 100 % du montant de la contribution due au titre de l'exercice N-1, doit être payé au plus tard le 15 décembre.

b) **Application :**

En période normale, les SCI recevront des bordereaux-avis **préidentifiés** par les services du Trésor, pour des revenus perçus au cours de l'**année N** :

- en début d'année, un bordereau-avis de liquidation qui devra être déposé auprès de la Trésorerie dont dépend la SCI, accompagné du paiement (date d'exigibilité : **28 février N+1** - date limite de paiement : **15 mars N+1**) ;
- au cours du mois de novembre, un bordereau-avis de versement d'acompte qui devra être déposé auprès de la Trésorerie dont dépend la SCI, accompagné du paiement (date d'exigibilité : **30 novembre N+1** - date limite de paiement : **15 décembre N+1**).

*Pour la contribution 1998, la date de dépôt de la déclaration de résultats n° 2072 a été reportée au 15 mars 1999. Les recettes nettes perçues passibles de la contribution doivent être reportées sur cette déclaration dans les cartouches aménagés à cet effet.*

*La SCI devra déposer le bordereau-avis de liquidation, au 15 septembre 1999 et le bordereau-avis de versement d'acompte au 15 décembre 1999, auprès de la trésorerie dont les coordonnées lui seront communiquées par le centre des impôts dont dépend la SCI. Ces documents seront adressés par la poste courant juin 1999 par la Direction générale des impôts. Pour déterminer le montant de cet acompte, la SCI devra reconstituer le montant des recettes nettes perçues au cours de l'intégralité de l'année 1998.*

ANNEXE N° 9 : Notice explicative concernant les redevables relevant de l'article 234 sexies du code général des impôts.

**OBLIGATIONS DÉCLARATIVES DES PERSONNES MORALES  
OU ORGANISMES DE DROIT PUBLIC OU PRIVÉ**

CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL  
(Art. 234 sexies du CGI)

CONTRIBUTION ADDITIONNELLE A LA CONTRIBUTION ANNUELLE  
REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL  
(Art. 234 nonies du CGI)

**I. CHAMP D'APPLICATION**

Le champ d'application est identique à celui du droit de bail.

a) La contribution représentative du droit de bail est applicable sur les revenus retirés de la location ou sous-location d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèle, de droits de chasse ou de droits de pêche.

Sont notamment exonérés de cette contribution :

- les revenus des locations dont le montant annuel n'excède pas 12 000 F ou 1 829,39 E ;
- les revenus des locations consenties à l'Etat ou aux établissements publics nationaux, scientifiques, d'enseignement, d'assistance ou de bienfaisance ;
- les revenus des locations ou sous-locations à vie ou à durée illimitée, sauf lorsqu'elles concernent des droits de pêche ou des droits de chasse ;
- les locations consenties à titre gratuit ;
- les logements vacants ;
- les revenus des sous-locations consenties à des personnes défavorisées mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement par un organisme ne se livrant pas à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif, lorsqu'il est agréé dans les conditions prévues à l'article 92 L du CGI par le représentant de l'Etat dans le département ;
- les revenus des locations consenties en vertu des titres III et IV du Code de la famille et de l'aide sociale et exclusivement relatives au service de l'aide sociale.

Précision concernant l'application du seuil de 12 000 F ou 1 829,39 E.

Lorsqu'un immeuble comporte plusieurs locaux ou appartements, l'exonération s'applique pour chacune des locations dont le montant annuel n'excède pas 12 000 F ou 1 829,39 E, c'est à dire local par local ou appartement par appartement. La partie du loyer afférente aux locaux accessoires (caves, garages,...) est couverte par le même seuil d'exonération dès lors que ces locaux font l'objet d'un même bail conclu entre le propriétaire et le locataire.

Si la location est d'une durée inférieure à 12 mois, la limite d'exonération doit être ajustée au prorata du temps de location.

*Pour la 1<sup>ère</sup> déclaration déposée en 1999, le seuil pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998 est de 3 000 F ou 457,35 E.*

b) La contribution additionnelle est applicable aux revenus provenant des locations d'immeubles achevés depuis au moins 15 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition, soit au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

## ANNEXE N° 9 (suite)

En sont notamment exonérés les revenus provenant :

- des locations exonérées de la contribution représentative du droit de bail ;
- des immeubles appartenant à l'État, aux collectivités territoriales, aux établissements et organismes publics qui en dépendent et aux organismes d'habitation à loyer modéré.

II. ASSIETTE DES CONTRIBUTIONS

L'assiette de la contribution représentative du droit de bail est différente de l'assiette de l'ancien droit de bail.

La contribution est assise sur le montant des recettes nettes perçues au cours de l'année civile.

## a) Recettes nettes perçues

Les recettes sont égales à :

- l'ensemble des sommes encaissées au titre de la location ou des biens en nature qui lui sont remis au cours de la période d'imposition (loyers en principal (y compris les arriérés de loyers et les loyers perçus d'avance) et provisions pour charges, notamment, à l'exclusion du droit de bail et de la contribution représentative du droit de bail réclamée au locataire ;

## AUGMENTE

- du montant des dépenses incombant au propriétaire et mises par convention à la charge des locataires (dépenses de réparations autres que locatives, primes d'assurance contre les risques dont le propriétaire est responsable, impôts afférents à la propriété, tout ou partie, le cas échéant, de la taxe additionnelle au droit de bail et de la contribution additionnelle représentative du droit de bail, dont le locataire est tenu au paiement par une clause expresse du bail) ;

## DIMINUE

- du montant des dépenses supportées par le propriétaire pour le compte du locataire (frais de chauffage, d'éclairage, d'eau, de location de compteurs, taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

## b) Période d'imposition

La période d'imposition de la contribution représentative du droit de bail est différente de celle de l'ancien droit de bail.

La période d'imposition des personnes morales et organismes non soumis au dépôt d'une déclaration de résultats est l'année civile quelle que soit la date de clôture de l'exercice social.

III. TAUX DES CONTRIBUTIONS

Les taux de la contribution sont identiques à ceux du droit de bail.

Les taux sont les suivants :

- taux de la contribution représentative du droit de bail = 2,50 % ;
- taux de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail = 2,50 % ;
- taux de la contribution représentative du droit de bail sur certains droits de chasse ou de pêche = 18 %.

## ANNEXE N° 9 (suite et fin)

IV. MODALITES DECLARATIVES

Les personnes morales ou organismes doivent indiquer sur la déclaration spécifique qui sera mise à leur disposition dans les centres des impôts :

- le montant des recettes nettes perçues passibles de la contribution représentative du droit de bail de 2,50 % ;
- le montant des recettes nettes perçues passibles de la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail de 2,50 %.

La déclaration spéciale doit être déposée auprès du Centre des impôts dont dépendent les organismes, à savoir :

- pour les personnes morales : à l'adresse du lieu du principal établissement ;
- pour les organismes de droit public ou privé : à l'adresse de la direction.

Pour l'année 1999, la déclaration sera à la disposition de tous les organismes dans les centres des impôts. Dès l'année 2000, cette déclaration sera adressée préidentifiée à tous les organismes pris en compte en 1999.

N.B. : Les revenus des baux écrits de biens ruraux et les locations de droits de chasse ou de pêche en cours au 31 décembre 1998 n'ont pas à être déclarés.

V. BORDEREAU-AVIS DE VERSEMENT A REMETTRE AU COMPTABLE DU TRESOR A L'APPUI DU PAIEMENT

Les personnes morales ou organismes de droit public ou privé doivent verser la contribution représentative du droit de bail au plus tard le 15 octobre de l'année qui suit celle de la perception des revenus de location.

Ces redevables doivent aussi s'acquitter à cette date, d'un acompte dont la base est égale aux trois quarts des revenus de location perçus au cours de l'année civile précédente. Cet acompte sera déductible de la contribution payable le 15 octobre de l'année suivante.

Le paiement de la contribution et de l'acompte doit être effectué au comptable du Trésor dont les coordonnées seront communiquées aux redevables par le centre des impôts. Ce paiement doit être accompagné d'un bordereau-avis de versement (disponible dans les centres des impôts ou les trésoreries), dûment complété.

Les bordereaux-avis de versement concernant l'échéance du 15 octobre 2000 leur seront directement adressés par les services du Trésor.

L'attention est appelée sur la nécessité d'indiquer le n° SIRET à la fois sur la déclaration et sur le bordereau-avis de versement.

Le tableau ci-dessous récapitule les obligations de ces organismes :

Période d'imposition	Date limite de dépôt de la déclaration spéciale	Date limite de paiement du solde et de l'acompte	Période de perception des revenus servant de base au calcul de la contribution	Période de perception des revenus servant de base au calcul de l'acompte
1998	15 octobre 1999	15 octobre 1999	du 1 <sup>er</sup> octobre 1998 au 31 décembre 1998	du 1 <sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 1998
1999	15 octobre 2000	15 octobre 2000	du 1 <sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 1999 sous déduction de l'acompte versé le 15 octobre 1999	du 1 <sup>er</sup> janvier 1999 au 31 décembre 1999
2000	15 octobre 2001	15 octobre 2001	du 1 <sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 sous déduction de l'acompte versé le 15 octobre 2000	du 1 <sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000

ANNEXE N° 10 : Bordereau-avis d'acompte (utilisé par les contribuables relevant des articles 234 quater et 234 quinquies du code général des impôts).



**CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL**  
**CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

BORDEREAU-AVIS DE VERSEMENT D'ACOMPTÉ

(1) **exercice social ou période d'imposition du** \_\_\_\_\_ **au** \_\_\_\_\_

(1) **DÉNOMINATION :** \_\_\_\_\_

(1) **ADRESSE :** \_\_\_\_\_

(1) **SIRET :** \_\_\_\_\_

(2) ☐ sociétés soumises à l'IS (article 234 quater du CGI)

(voir notice explicative au verso)

(2) ☐ SCI, sociétés de personnes, groupements et assimilés ... (article 234 quinquies du CGI)

(1) date à laquelle vous devez déposer votre déclaration de résultats \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_

① **CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL**

	MONTANTS (*)	TAUX	FRANCS	EUROS
<b>REVENUS TIRÉS DE LA LOCATION (3)</b>		x 2,5% =		
		x 18% =		
		Total :		

② **CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

	MONTANTS (*)	TAUX	FRANCS	EUROS
<b>REVENUS TIRÉS DE LA LOCATION (3)</b>		x 2,5 % =		
		Total ① + ② =		

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

(\*) Veuillez préciser si ce montant est indiqué en francs ou en Euros.

(1) Veuillez compléter cette rubrique.

(2) Veuillez cocher la case adéquate.

(3) **Revenus de locations et sous-locations** augmentés du montant des dépenses incombant normalement au bailleur et mises par convention à la charge du preneur, à l'exclusion de cette contribution, et diminués du montant des dépenses supportées par le bailleur pour le compte du preneur (art. 234 ter du CGI).

Il s'agit des revenus de location **perçus au cours de l'exercice social précédent**.

Pour les baux à construction passés dans les conditions prévues par les articles L. 251-1 à L. 251-8 du code de la construction et de l'habitation, la contribution est calculée en faisant abstraction de la valeur du droit de reprise des constructions lorsque celles-ci deviennent la propriété du bailleur en fin de bail (art. 234 septies du CGI).

Pour toutes données vous concernant, le droit d'accès et de rectification prévu par la loi 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, peut être exercé auprès du Trésor dont émane le présent document.



- 990301

## ANNEXE N° 10 (suite et fin)

## NOTICE EXPLICATIVE

Les articles 234 bis et 234 nonies du CGI prévoient le paiement par les bailleurs :

- d'une contribution annuelle représentative du droit de bail (sur les revenus retirés de la location ou sous-location d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèle, de droits de pêche ou de droits de chasse),
- d'une contribution additionnelle à cette contribution (pour les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis quinze ans au moins au 1er janvier de l'année d'imposition et pour des revenus tirés de la location de locaux qui ont fait l'objet de travaux d'agrandissement, de construction ou de reconstruction financés avec le concours de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat).

Les contributions sont contrôlées et recouvrées selon les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés.

Elles donnent lieu au paiement d'un acompte.

Sont susceptibles d'utiliser le présent bordereau pour s'acquitter de leur acompte :

- les personnes morales ou organismes assujettis à l'impôt sur les sociétés (article 234 quater du CGI),
- les sociétés ou groupements soumis au régime prévu aux articles 8, 8 ter, 238 ter, 239 ter à 239 quinquies et 239 septies du CGI tels que sociétés civiles immobilières, sociétés de personnes, groupements et assimilés,...(article 234 quinquies du CGI).

Les personnes morales ou organismes, de droit public ou privé non passibles de l'impôt sur les sociétés aux taux normal ou réduits, et les sociétés et groupements autres que ceux soumis au régime des sociétés de personnes (articles 234 sexies du CGI) doivent utiliser un bordereau-avis différent.

\*\*\*

Après avoir liquidé l'acompte de contribution, veuillez renvoyer au comptable du Trésor chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés, le présent bordereau-avis, dûment complété, avec votre versement.

Un nouveau bordereau vous sera envoyé pour le paiement de l'échéance suivante.

Un document récapitulant l'ensemble des paiements effectués vous sera adressé en fin d'exercice et tiendra lieu de quittance.

\*\*\*

**BASE DE L'ACOMPTE :**

Il s'agit des revenus de location qui ont été perçus au cours de l'exercice social précédent (voir renvoi (3) au recto).

La base de liquidation est arrondie au franc ou à l'euro le plus proche. La fraction de franc ou d'euro égale à 0,50 est comptée pour un.

**TAUX DE L'ACOMPTE :**

Le taux de l'acompte de la contribution annuelle est de 2,5% ou de 18% pour les locations de certains droits de pêche ou droits de chasse prévues à l'article 234 octies du CGI.

Le taux de l'acompte de la contribution additionnelle est de 2,5%.

**MONTANT DE L'ACOMPTE :**

Le calcul de l'acompte est arrondi au franc ou à l'euro le plus proche. La fraction de franc ou d'euro égale à 0,50 est comptée pour un.

Les avoirs fiscaux ou crédits d'impôt de toute nature, la créance née du report en arrière de déficit et l'imposition forfaitaire annuelle ne sont pas imputables sur cette contribution.

**DATE DE PAIEMENT DE L'ACOMPTE :**

Pour les personnes morales ou organismes assujettis à l'impôt sur les sociétés, le versement de l'acompte doit avoir lieu à la date prévue pour le paiement du dernier acompte d'impôt sur les sociétés de l'exercice social ou de la période d'imposition.

Pour les sociétés civiles immobilières, les sociétés de personnes, groupements et assimilés, le versement de l'acompte doit intervenir dans les quinze premiers jours du dernier mois de l'exercice.

**Exceptionnellement, cette année, le paiement des acomptes  
dont la date d'exigibilité est antérieure au 31 août 1999  
s'effectuera au plus tard le 15 septembre 1999.**

ANNEXE N° 11 : Bordereau-avis de liquidation utilisé par les contribuables relevant des articles 234 quater et 234 quinquies du code général des impôts.

  
TRÉSOR PUBLIC

**CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL**  
**CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**  
*BORDEREAU-AVIS DE LIQUIDATION*

(1) *exercice social ou période d'imposition du* \_\_\_\_\_ *au* \_\_\_\_\_

(1) *ADRESSE :* \_\_\_\_\_

(1) *DÉNOMINATION :* \_\_\_\_\_

(1) *SIRET :* \_\_\_\_\_

(2) ☐ sociétés soumises à l'IS (article 234 quater du CGI)

(voir notice explicative au verso)

(2) ☐ SCI, sociétés de personnes, groupements et assimilés ... (article 234 quinquies du CGI)

(1) *date à laquelle vous devez déposer votre déclaration de résultats* \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_

① **CONTRIBUTION ANNUELLE REPRÉSENTATIVE DU DROIT DE BAIL**

	MONTANTS (*)	TAUX	FRANCS	EUROS
REVENUS TIRÉS DE LA LOCATION (3)		x 2,5%	=	
(déduire le montant de l'acompte à 2,5% déjà versé)			-	-
		Sous-total	=	
REVENUS TIRÉS DE LA LOCATION (3)		x 18%	=	
(déduire le montant de l'acompte à 18% déjà versé)			-	-
		Sous-total	=	
		Total [ reste (+) ou excédent (-) ]	=	

② **CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**

	MONTANTS (*)	TAUX	FRANCS	EUROS
REVENUS TIRÉS DE LA LOCATION (3)		x 2,5%	=	
(déduire le montant de l'acompte à 2,5% déjà versé)			-	-
		Total [ reste (+) ou excédent (-) ]	=	
		Total ① + ② [ reste (+) ou excédent (-) ]	=	

A

, le

Signature

(\*) Veuillez préciser si ce montant est indiqué en francs ou en euros.

(1) Veuillez compléter cette rubrique.

(2) Veuillez cocher la case adéquate.

(3) **Revenus de locations et sous-locations** augmentés du montant des dépenses incombant normalement au bailleur et mises par convention à la charge du preneur, à l'exclusion de cette contribution, et diminués du montant des dépenses supportées par le bailleur pour le compte du preneur (art. 234 ter du CGI).  
Il s'agit des revenus de location perçus au cours de l'exercice social ou de la période d'imposition lorsqu'aucun exercice n'a été clos au cours d'une année.

L'assiette des contributions doit être diminuée des recettes qui ont été soumises au droit de bail avant le 1er octobre 1998, mais qui ont été perçues après cette date et majorée des recettes qui se rapportent à une période de location ou de sous-location postérieure au 30 septembre 1998, mais ont été perçues avant cette date.

Pour les baux à construction passés dans les conditions prévues par les articles L. 251-1 à L. 251-8 du code de la construction et de l'habitation, la contribution est calculée en faisant abstraction de la valeur du droit de reprise des constructions lorsque celles-ci deviennent la propriété du bailleur en fin de bail (art. 234 septies du CGI).

Pour toutes données vous concernant, le droit d'accès et de rectification prévu par la loi 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, peut être exercé auprès du Comptable du Trésor dont émane le présent document.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

CDBR02 - 990301 -

## ANNEXE N° 11 (suite et fin)

## NOTICE EXPLICATIVE

Les articles 234 bis et 234 nonies du CGI prévoient le paiement par les bailleurs :

- d'une contribution annuelle représentative du droit de bail (sur les revenus retirés de la location ou sous-location d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèle, de droits de pêche ou de droits de chasse),
- d'une contribution additionnelle à cette contribution (pour les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis quinze ans au moins au 1er janvier de l'année d'imposition et pour des revenus tirés de la location de locaux qui ont fait l'objet de travaux d'agrandissement, de construction ou de reconstruction financés avec le concours de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat).

Les contributions sont contrôlées et recouvrées selon les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés.

Sont susceptibles d'utiliser le présent bordereau pour s'acquitter de leur contribution :

- les personnes morales ou organismes assujettis à l'impôt sur les sociétés (article 234 quater du CGI),
- les sociétés ou groupements soumis au régime prévu aux articles 8, 8 ter, 238 ter, 239 ter à 239 quinquies et 239 septies du CGI tels que sociétés civiles immobilières, sociétés de personnes, groupements et assimilés,...(article 234 quinquies du CGI).

Les personnes morales ou organismes, de droit public ou privé non passibles de l'impôt sur les sociétés aux taux normal ou réduits, et les sociétés et groupements autres que ceux soumis au régime des sociétés de personnes (articles 234 sexies du CGI) doivent utiliser un bordereau-avis différent.

\*\*\*

Après avoir liquidé la contribution, veuillez renvoyer au comptable du Trésor chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés, le présent bordereau-avis, dûment complété, avec votre versement.  
Un document récapitulant l'ensemble des paiements effectués vous sera adressé en fin d'exercice et tiendra lieu de quittance.

\*\*\*

**BASE DE LA CONTRIBUTION :**

Il s'agit des revenus de location qui ont été perçus au cours de l'exercice social ou de la période d'imposition lorsqu'aucun exercice n'a été clos au cours d'une année (voir renvoi (3) au recto).  
La base de liquidation est arrondie au franc ou à l'euro le plus proche. La fraction de franc ou d'euro égale à 0,50 est comptée pour un.

**TAUX DE LA CONTRIBUTION :**

Le taux de l'acompte de la contribution annuelle est de 2,5% ou de 18% pour les locations de certains droits de pêche ou droits de chasse prévues à l'article 234 octies du CGI.  
Le taux de la contribution additionnelle est de 2,5%.

**MONTANT DE LA CONTRIBUTION :**

Le calcul de la contribution est arrondi au franc ou à l'euro le plus proche. La fraction de franc ou d'euro égale à 0,50 est comptée pour un.  
L'acompte déjà acquitté au titre de la contribution est à déduire du montant liquidé.  
Les avoirs fiscaux ou crédits d'impôt de toute nature, la créance née du report en arrière de déficit et l'imposition forfaitaire annuelle ne sont pas imputables sur cette contribution.

**DATE DE PAIEMENT DE LA CONTRIBUTION :**

Les personnes assujetties à l'impôt sur les sociétés doivent verser la contribution à la date à laquelle elles s'acquittent de l'impôt sur les sociétés.  
Les sociétés civiles immobilières, les sociétés de personnes, groupements et assimilés doivent s'en acquitter dans les quinze jours suivant la date prévue pour le dépôt de la déclaration de résultats.

**Exceptionnellement, cette année, le paiement des contributions dues au titre d'un exercice clos avant le 1er juin 1999 s'effectuera au plus tard le 15 septembre 1999.**

ANNEXE N° 12 : Bordereau-avis de versement utilisé par les contribuables relevant de l'article 234 sexies du code général des impôts.

**TRESOR PUBLIC**  
**CONTRIBUTION ANNUELLE REPRESENTATIVE DU DROIT DE BAIL**  
**CONTRIBUTION ADDITIONNELLE**  
**BORDEREAU-AVIS DE VERSEMENT**  
*Personnes morales ou organismes de droit public ou privé*  
*(article 234 sexies du CGI)*

date limite de paiement : 15 octobre 1999

(1) DÉNOMINATION :

(1) ADRESSE :

(1) SIRET :

① ACOMPTE(S) DE CONTRIBUTION(S)

		MONTANTS (*)	TAUX	FRANCS	EUROS
REVENUS TIRÉS DE LA LOCATION (2)	contribution annuelle		$\times 3/4 \times 2,5 \%$		
			$\times 3/4 \times 18 \%$		
	contribution additionnelle		$\times 3/4 \times 2,5 \%$		
			<b>Total</b>		

② CONTRIBUTION(S)

		MONTANTS (*)	TAUX	FRANCS	EUROS
REV. TIRÉS DE LA LOCATION (2)	contribution annuelle		$\times 2,5 \%$		
(déduire l'acompte de 2,5% versé le 15/10 de l'année dernière)				-	-
Sous-total A1 [reste (+) ou excédent (-)]					
REV. TIRÉS DE LA LOCATION (2)	contribution annuelle		$\times 18 \%$		
(déduire l'acompte de 18% versé le 15/10 de l'année dernière)				-	-
Sous-total A2 [reste (+) ou excédent (-)]					
Total A (A1 + A2) [reste (+) ou excédent (-)]					
REV. TIRÉS DE LA LOCATION (2)	contribution additionnelle		$\times 2,5 \%$		
(déduire l'acompte de 2,5% versé le 15/10 de l'année dernière)				-	-
Total B [reste (+) ou excédent (-)]					
Total A + B [reste (+) ou excédent (-)]					

A

, le

Signature

(\*) Veuillez préciser si ce montant est indiqué en francs ou en Euros.

(1) Veuillez compléter cette rubrique.

(2) Revenus de locations et sous-locations augmentés du montant des dépenses incombant normalement au bailleur et mises par convention à la charge du preneur, à l'exclusion de cette contribution, et diminués du montant des dépenses supportées par le bailleur pour le compte du preneur (art. 234 ter du CGI).

Il s'agit des revenus de location perçus au cours de l'année dernière. L'assiette des contributions doit être diminuée des recettes qui ont été soumises au droit de bail avant le 1er octobre 1998, mais qui ont été perçues après cette date et majorée des recettes qui se rapportent à une période de location ou de sous-location postérieure au 30 septembre 1998, mais ont été perçues avant cette date.

Pour les baux à construction passés dans les conditions prévues par les articles L. 251-1 à L. 251-8 du code de la construction et de l'habitation, la contribution est calculée en faisant abstraction de la valeur du droit de reprise des constructions lorsque celles-ci deviennent la propriété du bailleur en fin de bail (art. 234 septies du CGI).

Pour toutes données vous concernant, le droit d'accès et de rectification prévu par la loi 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, peut être exercé auprès du Comptable du Trésor dont émane le présent document.

## ANNEXE N° 12 (suite et fin)

**NOTICE EXPLICATIVE**

Les articles 234 bis et 234 nonies du CGI prévoient le paiement par les bailleurs :

- d'une contribution annuelle représentative du droit de bail (sur les revenus retirés de la location ou sous-location d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèle, de droits de pêche ou de droits de chasse),
- d'une contribution additionnelle à cette contribution (pour les revenus tirés de la location de locaux situés dans des immeubles achevés depuis quinze ans au moins au 1er janvier de l'année d'imposition et pour des revenus tirés de la location de locaux qui ont fait l'objet de travaux d'agrandissement, de construction ou de reconstruction financés avec le concours de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat).

Les contributions sont contrôlées et recouvrées selon les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôt sur les sociétés.

Sont susceptibles d'utiliser le présent bordereau pour s'acquitter de leur contribution, les personnes morales ou organismes de droit public ou privé qui ne sont ni assujettis à l'impôt sur les sociétés, ni soumis au régime des sociétés de personnes (article 234 sexies du CGI).

Les redevables assujettis à l'impôt sur les sociétés (article 234 quater du CGI) ou soumis au régime des sociétés de personnes (article 234 quinquies du CGI) doivent utiliser des bordereaux-avis différents.

\*  
\*\*\*

Le présent bordereau vous permet de liquider à la fois :

- l'acompte de contribution, déductible de la contribution que vous devrez au 15 octobre de l'année prochaine,
- et la contribution due au titre des revenus que vous avez perçus l'année dernière.

Après avoir liquidé l'acompte et la contribution, veuillez renvoyer au comptable du Trésor habituellement chargé du recouvrement de l'impôt sur les sociétés, le présent bordereau-avis, dûment complété, avec votre versement. Un document valant quittance vous sera ensuite adressé.

\*  
\*\*\*

**BASE DE L'ACOMPTE ET DE LA CONTRIBUTION :**

La base de la contribution est égale aux revenus de location qui ont été perçus au cours de l'année civile précédente, alors que celle de l'acompte est égale aux trois quarts des revenus de location qui ont été perçus au cours de l'année civile précédente (voir renvoi (2) au recto).

La base de liquidation est arrondie au franc ou à l'euro le plus proche. La fraction de franc ou d'euro égale à 0,50 est comptée pour un.

**TAUX DE L'ACOMPTE ET DE LA CONTRIBUTION :**

Le taux de la contribution annuelle et de son acompte est de 2,5% ou de 18% pour les locations de certains droits de pêche ou droits de chasse prévues à l'article 234 octies du CGI.

Le taux de la contribution additionnelle et de son acompte est de 2,5%.

**MONTANT DE L'ACOMPTE :**

Le calcul de l'acompte est arrondi au franc ou à l'euro le plus proche. La fraction de franc ou d'euro égale à 0,50 est comptée pour un.

**MONTANT DE LA CONTRIBUTION :**

Le calcul de la contribution est arrondi au franc ou à l'euro le plus proche. La fraction de franc ou d'euro égale à 0,50 est comptée pour un.

L'acompte de contribution qui aura été acquitté le 15 octobre de l'année précédente devra normalement être déduit du montant de la contribution liquidée.

Toutefois, aucune déduction ne pourra être opérée sur la contribution due au 15 octobre 1999, dans la mesure où aucun acompte n'a été versé en 1998.

**DATE DE PAIEMENT DE L'ACOMPTE ET DE LA CONTRIBUTION :**

L'acompte et la contribution doivent être versés au plus tard le 15 octobre de l'année qui suit celle de la perception des revenus de location.